

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 128

17 OCTOBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

2,50F



à la s.m.n. (caen) comme ailleurs, la classe ouvrière n'est pas prête à céder au chantage de la crise.

21ème Congrès du P[°]C[°]F: JUSQU'OU IRA MARCHAIS ?

Chine Rouge: le pouvoir
des ouvriers et des paysans p10-11

*au
sommaire
de ce
numéro*

p 1 éditorial

p 2 vers le
21ème
congrès
du P[°]C[°]F

p4-5 les assises
du PS
contre le
socialisme

p6-7 la classe
ouvrière
n'est pas
prête à
céder au
chantage
de la crise

p 8 le rackets
des impôts

p 9 ORTF (suite)

p 12 interview
d'un repré-
sentant
européen
du P.A.I.G.C.

éditorial

LES REBUFFADES DE MARCHAIS

Au moment où le PS, avec ses «Assises» du socialisme des 12 et 13 octobre, occupait le devant de l'actualité politique, Marchais s'est mis en vedette en accusant publiquement de déloyauté ses alliés de l'Union de la Gauche: «Constatois, a-t-il déclaré, que le parti socialiste, les radicaux de gauche, par leur comportement, vont dans le même sens que les représentants des monopoles et que «rééquilibrer la gauche» signifie prendre des voix aux communistes... Or, dans ces élections on a vu dès le premier tour le candidat socialiste, le radical de gauche, mener campagne sur le thème qu'ils étaient les mieux placés pour battre la droite».

A l'origine de ces rebuffades, il y a le recul net du P.C.F. aux dernières élections: dans 5 circonscriptions sur 6, il perd des voix et en Dordogne, le candidat P.C.F. Péron, ne récupérant pas au second tour les voix de son collègue radical, est battu de peu par un UDR. Par contre, avec l'apport massif des voix P.C.F., le PS et les radicaux de gauche enlèvent chacun un siège. Dans l'ensemble, le PS accroît sensiblement son influence électorale. S'agit-il d'une simple mésaventure électorale? Certainement pas. La cascade de communiqués officiels du P.C.F., d'articles dans «l'Human», etc... montrent qu'à travers ce fiasco électorale, le P.C.F., à la veille de son XXe Congrès extraordinaire, se trouve confronté à une sorte d'impasse.

A QUI VONT LES BENEFICES DU PROGRAMME COMMUN?

Depuis la signature du Programme Commun, il est clair que le PS est le principal bénéficiaire, électoralement, de l'affaire. Alors que Defferre aux présidentielles de 69, avait recueilli 5% des voix, le PS arrive maintenant à rassembler souvent plus de 20% des voix. Dans le même temps, les scores électoraux du P.C.F. stagnent, ou comme maintenant régressent.

Toute la tactique de Mitterrand, à partir du Congrès d'Epinais, a consisté en effet à redonner une virginité de «gauche» au vieux parti social-démocrate SFIO, alors largement discrédité et squelettique. Et pour y arriver, l'un des principaux moyens a consisté à conclure l'accord du Programme Commun avec le P.C.F. Marchais le sait bien quand il demande: «qui a tiré le parti socialiste du marais de la collaboration de classe?». Traduisez: qui a permis au parti socialiste d'escamoter son passé de parti bourgeois? Il répond, c'est le

P.C.F. Le PS ainsi s'est servi et se sert du P.C.F., de son alliance avec lui, pour retrouver une base électorale large et devenir, électoralement, le premier parti de «gauche». Mitterrand ne s'en est jamais caché, du moins auprès de ses compères «socialistes»: «notre objectif fondamental, c'est de faire la démonstration que sur 5 millions d'électeurs communistes, 3 millions peuvent voter socialiste», le lendemain même de la signature du Programme Commun.

LE PS PARTI CHARNIERE MAITRE DU JEU.

Car le PS joue sur deux tableaux: d'une part en tant que vieux parti bourgeois qui inspire entière confiance à la bourgeoisie, qui a depuis longtemps su la servir avec zèle (répression des mineurs en 1948, guerre d'Algérie avec Guy Mollet) et qui conserve intact son réseau de notables réactionnaires, il est en mesure de rassembler tout un électoral bourgeois, petit bourgeois, réactionnaire qui, par de vieux réflexes, se méfie encore du P.C.F.

D'autre part, parce qu'il s'est allié au P.C.F. et qu'il a su rénover sa façade décrépite avec des thèmes comme l'autogestion et une phraséologie d'allure révolutionnaire, il s'est donné les moyens d'illusionner et de drainer des électeurs qui aspirent à des changements profonds, qui se posent la question du socialisme. En ce sens il tend à apparaître comme plus révolutionnaire que le P.C.F. et à entamer son influence.

Ainsi reconstitué et avec Mitterrand comme figure de proue, propulsé par deux fois aux présidentielles, avec l'aide du P.C.F., le PS apparaît bien maintenant comme le premier parti de «gauche». Bien plus, tout indique qu'une fois porté au gouvernement par une majorité de «gauche», il a désormais les moyens de jouer le rôle de parti charnière, libre de maintenir ou de rompre l'alliance avec le P.C.F. en fonction des intérêts de la bourgeoisie. Lecanuet, récemment, avait appelé les socialistes à se séparer du P.C.F. et à rejoindre les centristes. Giscard semble prêt à recevoir Mitterrand à l'Élysée pour discuter entre politiciens bourgeois, sur la façon de gérer au mieux la crise. Toute une série de gaullistes en mal de reclassement, tels que Jeanneney, Pisani, Delors, Léo Hamon qui ont assisté aux «Assises» regardent du côté du PS. Autant de moyens à la disposition du PS pour rompre, si besoin est, son alliance avec le P.C.F. et former autour de lui une nouvelle majorité.

LE P.C.F. PRISONNIER DE L'ALLIANCE AVEC LE PS.

Mais, malgré ses rebuffades, le P.C.F., lui, n'a aucun moyen, dans la situation actuelle, de rompre l'alliance du Programme Commun. Depuis des années et des années, à partir du moment où la ligne révisionniste l'a emporté irrémédiablement dans le P.C.F., ou la voie révolutionnaire a été définitivement étouffée, le P.C.F. s'est efforcé d'enfermer la classe ouvrière dans le carcan de sa logique révisionniste: en France, il n'est pas possible, il ne faut pas faire la révolution pour instaurer le socialisme. Seule une victoire électorale permettra de passer à une étape transitoire («démocratie avancée») «ouvrant la voie au socialisme». Mais comme le P.C.F. ne peut espérer, à lui seul, obtenir la majorité électorale, il doit nécessairement s'allier à des partis de «gauche». Ainsi l'alliance avec le parti socialiste, présentée pendant des années comme le seul débouché politique possible à la classe ouvrière, ne peut pas, une fois conclue, être remise en cause à la légère: ce serait bouleverser tout le système d'illusions pacifistes, électoralistes, déployé depuis des années par le P.C.F.

LA LOGIQUE DE LA DEGENERESCE REVISIONNISTE.

Au contraire, la logique de l'évolution du P.C.F. révisionniste l'amène à renoncer toujours plus avant, dans ses propositions politiques, à tout ce qui risquerait d'être interprété comme un reste de velléité révolutionnaire. Cet alignement de plus en plus servile sur les positions du réformisme bourgeois, le P.C.F. y est nécessairement conduit, à la fois pour obtenir que la social-démocratie accepte de s'allier avec lui, pour apparaître à la bourgeoisie comme un candidat honnête à la gestion de ses affaires et enfin pour tenter d'élargir au maximum son électoral. Ainsi, le P.C.F. s'est condamné à faire les frais du renflouement du PS. Non seulement parce que, avec la signature du Programme Commun, il a donné une caution de gauche à la vieille SFIO, non seulement parce qu'il a mis son potentiel de militants au service du PS, mais aussi parce que en avilissant toujours d'avantage l'idée du socialisme et les moyens d'y parvenir, le P.C.F. a permis à la social-démocratie d'apparaître, à bon compte, par comparaison, comme une force de gauche, et même porteuse d'un projet révolutionnaire...

XXIe CONGRES : PLUS QUESTION DE SOCIALISME!

Les thèses du prochain Congrès extraordinaire du P.C.F. marquent un pas de plus dans cette évolution, sur trois points principaux. D'une part, il s'agit de proclamer officiellement que le P.C.F. renonce de fait, même en paroles, à l'objectif du socialisme, que la démocratie avancée - la réalisation du Programme Commun - ne mène pas du tout au socialisme. «Il ne s'agit pas de socialisme», a déclaré Marchais, pas non plus de commencement de la construction du socialisme. Il s'agit de réformes démocratiques... Et d'ajouter: «La démocratie que nous voulons n'est pas conçue comme moyen pour aller plus loin».

Avec ce projet de «réformes démocratiques» d'où est évacuée toute idée de socialisme, le P.C.F. compte se rendre acceptable par pratiquement toutes les classes sociales: «Fixons-nous une limite à ce rassemblement? Notre réponse est catégorique: Non, aucune limite, à l'exception de la poignée de féodaux de France» où devraient se retrouver au coude à coude patrons et ouvriers, exploités et exploités. Entre dans ce cadre l'alliance avec des courants politiques réactionnaires comme le gaullisme: «Je le dis en pesant mes mots: nous tenons le rapprochement avec les travailleurs et patriotes gaullistes comme une des questions déterminantes de l'Union du Peuple Français qui est notre objectif».

L'EMPRISE DU REVISIONNISTE DEVIENT PLUS FRAGILE

Mais cette fuite en avant, pour se transformer en un grand parti de réformes abandonnant toute référence, même formelle, au socialisme, en un parti fondé ouvertement sur la collaboration de classes, cette fuite en avant, irréversible affaiblit son audience, sape la cohésion du P.C.F. Alors que le PS peut se permettre une certaine phraséologie révolutionnaire, qu'il tient des «Assises du socialisme», parle de société socialiste à construire, le P.C.F., lui, axe son Congrès Extraordinaire, en fait, autour du thème: «Il ne s'agit pas de socialisme». En une période où s'affirment les aspirations révolutionnaires des masses, c'est un handicap important qui freine sa capacité à dupes les masses et laisse du champ à l'offensive démagogique du PS.

Au sein même du P.C.F., cette fuite en avant tend à approfondir les doutes, à multiplier le désarroi. D'une part, pour de nombreux militants

se pose la question: à quoi bon, pour aboutir à l'union de la gauche, avoir capitulé de concessions en concessions face au Parti Socialiste, pour se retrouver finalement affaibli? Tout a été sacrifié au nom de l'efficacité électorale: mais cette efficacité électorale elle-même aboutit à des échecs électoraux. A partir de là, il devient plus difficile de faire avaler les nouvelles concessions: l'abandon du socialisme! Mais alors, quelle est la raison d'être du Parti qui se prétend encore communiste? L'alliance avec les Petits et Moyens Entrepreneurs? Comment l'accepter au moment où, tant de PME jettent leurs ouvriers au chômage? L'alliance avec les gaullistes? Mais alors, comment oublier Mai 68, où les travailleurs ont massivement contesté De Gaulle, sa politique et l'ensemble des politiciens gaullistes. A coup sûr, de nombreux travailleurs adhérents ou proches du P.C.F. qui aspirent sincèrement à des changements révolutionnaires, posent ces questions et entrent en contradiction avec le projet du 21e Congrès.

Marchais a beau se rebiffer, affirmer: «il faut absolument un Parti Communiste fort, influent, actif» pour rassurer tous ceux qui doutent de plus en plus de la capacité du P.C.F. à mener les travailleurs à leur émancipation. Cet appel sonne creux. Il ne peut empêcher que malgré son apparente force numérique, financière, électorale, etc..., le P.C.F. ne soit profondément rongé, miné par la contradiction entre sa politique de plus en plus ouvertement réformiste et la montée des aspirations révolutionnaires des masses.

Le 21e Congrès - malgré son côté spectaculaire - ne doit pas faire illusion. Le P.C.F. prépare ce Congrès dans un climat où perce le désarroi de nombre de ses militants. Il faut débattre largement avec eux et avec les masses des nouvelles orientations du P.C.F., pour les dénoncer et pour tracer les perspectives révolutionnaires. C'est un moyen important pour accélérer la décomposition et à terme l'élimination du parti révisionniste. C'est un moyen important pour engager de nouveaux travailleurs, jusque là paralysés par le P.C.F., dans l'action révolutionnaire.

Gabriel FERREOL.

GRAND RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

organisé par le Parti Communiste Révolutionnaire (ml)

dimanche
3 novembre
14 h

DANS LES
5 SALLES
DU PALAIS
DE LA MUTUALITE

(grande salle
salles
B,C,D,G)

FORUMS

- LIP UN AN APRES - LES LUTTES OUVRIERES AUJOURD'HUI
avec des ouvriers de LIP, de SAVIEM, de MOULINEX - Caen, USINOR, de TITAN CODER... avec des représentants des conseils d'usine italiens d'ALFA ROMEO, de FIAT TURIN, des dockers d'Anvers...

- LES PAYSANS FACE AU MARCHÉ COMMUN AGRICOLE
avec des paysans du Jura, du Doubs, de l'Est... la «Lega dei Contadini», avec Albert Chatillon, journaliste, spécialiste des questions agricoles.

- LA JEUNESSE FACE AU VIEUX MONDE CAPITALISTE
LA PLACE DES ETUDIANTS DANS NOTRE REVOLUTION
avec des jeunes, des élèves de CET, des lycéens, des étudiants de toute la France...

- LA LUTTE DES FEMMES CONTRE L'EXPLOITATION ET L'OPPRESSION CAPITALISTES
avec des ouvrières de JAEGER, de MOULINEX, des représentantes de la «Lega delle Donne Comuniste Italiane»...

- CRISE POLITIQUE ET POLITIQUE DE CRISE: que valent les arguments de la bourgeoisie qui restreint la consommation des masses populaires avec des justifications sur la «crise économique»?
avec Marc André directeur de Front Rouge, et des spécialistes des questions économiques.

- POUR UN PARTI DE TYPE NOUVEAU: les apports de la pensée Mao Tsé-toung pour l'édification du Parti Communiste... avec des responsables du PCR (ml), du PCMLI et d'autres organisations marxistes-léninistes.

- 30e ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION: des anciens FTP, des Résistants, des anciens déportés témoignent... avec André Roustan, président du PCR (ml), ancien FTP, déporté à Buchenwald, avec des anciens FTP du Rhône, du Nord Pas de Calais, du Jura.

- 25e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE 30e ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE
le pouvoir des ouvriers et des paysans en Chine et en Albanie et les leçons qu'on peut en tirer pour l'édification d'une société socialiste dans notre pays.

- IMPERIALISME, SOCIAL IMPERIALISME, HEGEMONISME
la lutte des pays du tiers Monde contre les 2 super-puissances
Le social impérialisme et l'Europe
avec Jean Lermier

- APRES LES ASSISES CONTRE LE SOCIALISME, DEVELOPPONS LE SYNDICALISME DE LUTTES DE CLASSE!
avec des membres de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire, des Syndicalistes CFTD et CGT de toute la France...

- DERNIER CONGRES DU P.C.F. : JUSQU'OU IRA MARCHAIS?
des anciens membres du P.C.F. vous répondent
avec Gilbert Murry, ancien directeur du CERH

- CRISE DE L'EXTREME GAUCHE OU CRISE DU GAUCHISME
Ou apporte l'expérience des groupes gauchistes? Avec ceux qui ont milité dans ces groupes...

- CHILI: 1 AN APRES LE PUTSCH YANKEE - FASCISTE - LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES POPULAIRES EN AMERIQUE LATINE
avec des militants de la Résistance chilienne et d'autres camarades d'Amérique latine avec Alain Labrousse, écrivain, auteur du livre «L'expérience chilienne»...

- MALGRÉ LES COMPLOTS, LA RESISTANCE PALESTINIENNE VA DE L'AVANT!
1 AN APRES LA GUERRE D'OCTOBRE, LA SITUATION AU MOYEN ORIENT,
avec Jean Paul Gay, de retour de Beyrouth et de Koumrat.

- Henry SROUR, cinéaste libanaise, réalisatrice du film «L'heure de la Libération a sonné».

- EXPOSITION PHOTOS sur les luttes ouvrières et paysannes, la Résistance, la jeunesse, le Chili, la Guinée Bissau, le Portugal, le socialisme en Chine et en Albanie...

- MONTAGES DIAPOS sur la Résistance, la lutte du peuple Palestinien, les travailleurs immigrés, la jeunesse...

- FESTIVAL ININTERROMPU DE FILMS-MUSIQUE CHANTS
avec le chanteur espagnol CARLOS, la fanfare de Prades-le-Lez le collectif «le Temps des Cerises» et FRANÇOIS TUSQUES, la «Lega del Vento Rosso» de Milan l'orchestre belge d'A.M.A.D.A. avec GILLES SERVAT
Musique et chants d'Amérique Latine Chants populaires du monde (Portugal, Espagne, Palestine...) films: première projection du dernier film de Tobias Engel sur la République de Guinée Bissau «Même Combat» film sur les luttes de travailleurs immigrés contre la Circulaire Fontanet. films chinois et albanais.

- STANDS DU MONDE ENTIER

tous à la mutualité

dimanche

3 novembre

à 14 h

Les tribunes de discussion dans l' "Humanité" pour la préparation du XXIe Congrès.

PAS DE FUMEE SANS FEU

Malgré le battage fait par les dirigeants du P«C»F autour du XXIe Congrès avec la campagne «pleins phares», la discussion avec des militants de ce Parti montre qu'il n'y a pas de réelle préparation de ce Congrès à la base du P«C»F, de réelle discussion des axes politiques qu'il se prépare à entériner (l'Union du Peuple de France, c'est-à-dire, la suppression de toute référence au socialisme, l'appel aux gaullistes, l'alliance avec les PME). Toutefois, dans l'«Humanité», une tribune de discussion fait état chaque jour de la préparation du Congrès. Elle a un rôle très précis.

à propos du projet de résolution, de déclarer que peuvent être membres du PCF des gens qui ne souhaiteraient pas le passage au socialisme». (C'est ce qui se passe actuellement, puisque pour adhérer au P«C»F, il suffit de désirer les réformes démocratiques). Pour les travailleurs qui pensent encore que le P«C»F peut les mener au socialisme, il y a là de graves sujets d'inquiétude. Comment une organisation dans laquelle des membres pourront avouer, ouvertement cette fois, ne pas désirer le socialisme, dans laquelle on ne marchera pas du

de doutes qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Cependant, on renouvelle quand même les justifications habituelles sur cette question. Le 30/9, par exemple il est écrit qu'il y a eu en De Gaulle autre chose qu'un politicien au service de la «grande bourgeoisie française» car, si celle-ci négligeait l'intérêt national, lui, De Gaulle, le prenait en compte. Quel intérêt national De Gaulle a-t-il jamais défendu? Celui de l'impérialisme français. Pendant la Résistance, il représentait l'aile non-collaboratrice d'une bourgeoisie qui avait

d'avantage les luttes ou de contrebalancer les tentatives du PS de s'implanter dans la classe ouvrière.

Mais ces critiques font transparaître un état de fait peu brillant pour le parti révisionniste. Lorsque dans les cellules, les militants se découragent, mènent une activité de train-train ou font part de leur manque d'initiative, de leur incapacité à se lier aux masses, c'est qu'il y a un problème quelque part. Ce problème, c'est la ligne même du parti révisionniste. Pour les travailleurs du P«C»F qui aspirent au

UNE TRIBUNE PREFABRIQUEE

Pour masquer l'absence de discussion réelle du Congrès, la tribune sert d'abord de façade démocratique. En apparence, il y a discussion. Mais qui s'exprime? Sur 32 interventions examinées (du 17/9 au 12/10), 22 viennent de la région parisienne, trois sont signées de membres du Bureau Politique. A la lecture des articles, on constate qu'il ne s'agit pas de travailleurs... Mais là n'est pas l'essentiel. Les révisionnistes du P«C»F, à travers cette tribune visent à autre chose. Pour eux, il s'agit de prévenir et de répondre à l'avance aux interrogations, aux contradictions qui s'accroissent dans ce parti à la suite de la proclamation des nouveaux axes politiques. Le procédé est habile : d'abord on laisse s'exprimer certains points de désaccord, avec la ligne du P«C»F, pas trop, bien sûr, rien n'est remis en cause quant au fond. Ensuite, les réponses affluent pour rassurer le lecteur ou pour démonter les arguments avancés par celui qui doute.

Mais le fait même que les révisionnistes aient recours à cette tribune préfabriquée pour répondre aux interrogations de la base, montre que celles-ci sont réelles, il n'y a pas de fumée sans feu. La tribune de discussion fait ainsi apparaître des points sur lesquels se fixent les réticences de nombreux travailleurs du P«C»F. Voyons lesquels.

LA QUESTION DU SOCIALISME

Les problèmes soulevés chez les travailleurs du P«C»F qui aspirent au socialisme, par l'affirmation que le socialisme n'est pas à l'ordre du jour, sont d'importance. Les révisionnistes ne s'y trompent pas. C'est pourquoi dans la tribune du 17/9, un certain Sterdyniak va se faire l'avocat du diable, servant ainsi de tremplin à toute une série de plumes en quête de promotion et qui vont se répandre en justifications de la ligne du parti révisionniste. Que dit Sterdyniak? «Actuellement, on ne peut pas se contenter de dire : la majorité de notre peuple ne veut pas du socialisme, et de ranger le socialisme dans notre placard en attendant des jours meilleurs ; de dire : rassurez-vous, le programme commun, ce n'est pas le socialisme, comme si le socialisme était un repoussoir !». Et Sterdyniak s'inquiète de voir que si la propagande pour «l'Union du Peuple de France» n'est pas faite sur la base des principes du socialisme, le passage de l'Union du Peuple de France au socialisme ne sera pas inéluctable... Il lui est alors répondu que parler de socialisme aujourd'hui, ce n'est pas sérieux. Et on précise en plus, qu'il n'est pas juste de dire qu'à l'issue de «l'Union du Peuple de France», «le peuple décidera démocratiquement de poursuivre ou non vers le socialisme», car le peuple aura un choix plus étendu, il pourra «choisir un autre gouvernement de droite» (28/9).

Après cela, on affirme que le socialisme n'est pas du tout mis au placard ! Ces «explications» éclairent sur ce qu'est cette «Union du Peuple de France», pas un moyen d'avancer vers le socialisme, mais une possibilité de revenir à un gouvernement de droite... Les travailleurs du P«C»F qui pensent encore que ce parti peut les conduire au socialisme, apprécieront. Le P«C»F ne peut rien leur proposer d'autre puisque depuis des années, il a irréversiblement renoncé à s'attaquer à la question centrale pour transformer notre société en société socialiste, la question de la destruction de l'Etat bourgeois par la Révolution Proletarienne. Mais ce Sterdyniak soulève aussi un autre problème : «il me paraît erroné et inutile, dit-il,



portes ouvertes aux cadres, aux patrons... aux gaullistes

même pas, pourra-t-elle conduire ces travailleurs au socialisme? Il n'y a rien de commun dans une cellule du P«C»F entre un ouvrier qui veut le socialisme et son chef de personnel qui veut arrondir les angles par des réformes démocratiques!

On le voit Sterdyniak ne remet pas en cause le programme commun, il ne fait que s'inquiéter sur l'avenir du parti révisionniste, il ne s'oppose pas quant au fond aux autres révisionnistes. Mais ses inquiétudes sont le reflet de contradictions plus profondes qui, dans le P«C»F, s'amplifient entre militants qui aspirent encore au socialisme et révisionnistes convaincus.

L'abandon de toute référence au socialisme permet au P«C»F de recruter encore plus d'éléments qui n'aspirent pas du tout au socialisme, ce qui amplifie les inquiétudes de nombreux militants de base. Le même phénomène se produit à propos des catégories sociales et des courants politiques que le P«C»F entend rattacher à sa politique.

LA QUESTION DES ALLIANCES

Dans la tribune apparaissent des réticences vis à vis de l'alliance avec les Petits et Moyens Entrepreneurs, le 25/9, un article regrette que les PME fassent «fausse route» en poursuivant des actions «comme celles qui consistent, sous prétexte d'attirer l'attention du gouvernement sur leur situation à fermer les entreprises... à licencier...»

De nombreux ouvriers, y compris ceux qui adhèrent au P«C»F, jetés sur le pavé par les patrons des PME, alors qu'eux-mêmes n'ont pas de mal à se «reclasser», sont bien placés pour s'en rendre compte ! Pourtant, le 30/9 il est répondu que, bien sûr, subsistent encore des «notes discordantes... émises dans le but de diviser... mais que ces faits sont aujourd'hui l'exception», et que, de toutes façons l'alliance avec les PME ne peut se faire que sur la base de leurs propres préoccupations : «on ne peut leur demander de prendre prioritairement en considération les conséquences que leur action pourrait avoir sur les salariés». Voilà qui est clair ! Pour les révisionnistes, même les intérêts des travailleurs doivent être subordonnés à l'alliance avec les PME.

Dans la tribune, on ne rencontre curieusement aucune question sur l'alliance avec les gaullistes. Voudrait-on éviter d'envenimer un grave sujet

su ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. De Gaulle et ses proches n'en ont pas moins poignardé dans le dos, à maintes reprises, les FTP et le PCF de l'époque, tant était grande leur peur du peuple en armes. En 1958, doté d'une popularité qu'il a su tirer de la Résistance, il fut l'homme de la situation qui devait permettre de relancer un impérialisme français guéri de ses blessures de guerre. Pendant 10 ans, il fut le chef de file de l'impérialisme français. Ses oppositions à l'impérialisme US ne portèrent pour l'essentiel que sur la question des conquêtes des marchés (voir ses nombreux voyages réalisés dans ce but). En mai 68, c'est aux cris de «10 ans ça suffit» que les travailleurs «apprécièrent» cette politique.

Aujourd'hui que le gaullisme est en déclin, que la bourgeoisie elle-même fait tout pour le lamener, que le personnel gaulliste a fait étalage de sa pourriture (divers scandales), le P«C»F continue d'entretenir des illusions sur le gaullisme. Mais là aussi, il se heurte à de sérieuses réticences. Pour nous, au contraire, le déclin de ce courant bourgeois est un des signes de la crise politique profonde dans laquelle se débat la bourgeoisie française. Et c'est ce qu'il faut expliquer aux travailleurs.

Le tournant politique du P«C»F n'accroît pas seulement les doutes et les réticences sur la question de l'abandon au socialisme et des nouvelles alliances proposées, mais il se traduit aussi à l'intérieur même du parti, dans son fonctionnement.

LA QUESTION DU PARTI

Beaucoup de critiques du comportement, du fonctionnement du parti apparaissent dans la tribune. Le 2/10 par exemple, on critique le laissez-aller qui a cours dans certaines cellules, l'esprit de suffisance. Quatre autres articles portent sur le rôle du parti dans l'entreprise et déplorent que celui-ci n'y soit pas suffisamment implanté, n'y prenne pas suffisamment d'initiatives.

Les révisionnistes laissent volontairement passer ces articles dans la tribune, car ils espèrent en tirer profit. Tant qu'il s'agit de redonner vigueur au parti sur la base de «l'Union du Peuple de France», ils ne peuvent qu'être d'accord. De plus, mettre l'accent sur les cellules d'entreprise leur convient s'il s'agit de pouvoir contrôler

socialisme, leur place n'est plus dans ce parti, sans vie réelle, qui les met à la remorque de l'union de la gauche, des gaullistes et des petits patrons. Au contraire, pour le socialisme, il faut rejeter le révisionnisme, il leur faut un parti qui sache répondre aux aspirations des masses, qui sache mobiliser leur énergie révolutionnaire, qui sache tracer la voie juste pour la révolution prolétarienne et l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Ce Parti, authentiquement Communiste, c'est celui que nous édifions.

Albert CHATILLON

A CADILLON : POUR LES REVISIONNISTES LA DEFENSE DES CADRES PASSE AVANT CELLE DES OUVRIERS

Manifestation de 300 personnes à Charolles (Saône et Loire) contre 47 licenciements chez Cadillon, 150 ouvriers sont menacés, les travailleurs discutent sur la question d'occuper.

A cette occasion, la section de Charolles du P«C»F a publié un communiqué, où l'intérêt du patron PME passe avant l'intérêt de ses ouvriers, oubliés dans ce communiqué.

«La section de Charolles du parti communiste français, face aux menaces qui pèsent sur les cadres, techniciens, employés et peut-être dans un avenir assez proche sur les ouvriers de Cadillon, appelle tous les démocrates, l'ouvrier et l'ingénieur, le paysan et le commerçant, l'employé et le petit entrepreneur, l'enseignant et l'étudiant à soutenir leur lutte.»

(...)
«Rien ne justifie ces sacrifices, et la disparition progressive des PME n'est pas le fait d'un fatalisme de notre temps, ni de la crise du pétrole, mais bien un plan réfléchi ! Il faut que les petits disparaissent au profit du grand patronat et de ses superprofits. Voilà ce qui fait tomber Cadillon !»

(...)
«Charollaises, Charollais, vous ne voudrez pas que Cadillon soit voué au sort des Tanneries d'Annonay, de Titan-Coder, du France, etc... Alors avec nous, soutenez-les dans leur lutte. L'intérêt du peuple et de la nation commande de s'unir.»

Assises du PS

le replâtrage de la vieille social-démocratie

Le PS vient de réunir les 12 et 13 octobre ses Assises dites du «socialisme». Y étaient conviés le PSU ou du moins la minorité qui derrière Rocard est d'ores et déjà prête à rejoindre le PS et une troisième composante essentiellement des responsables CFDT qui ont participé à l'opération Maire-Mitterrand.

LES JEUX ETAIENT FAITS...

Il s'agissait, paraît-il, de «débatte en commun». En réalité les jeux étaient faits d'avance. Etaient exclus tous ceux qui, comme la majorité du PSU, n'envisageaient pas le rattachement rapide au PS. Et malgré des déclarations Sainte-n'y-touche, comme celle d'un cédétiste déclarant : «Dans toute cette démarche... il n'y a pas une O.P.A. du parti socialiste sur une organisation syndicale», tous ces messieurs se retrouvaient bel et bien là pour préparer l'adjonction dans quelques mois, lors du congrès du PS, d'une coloration, bien usée, de gauche (le PSU-Rocard) et surtout - s'ils y parviennent - d'une base ouvrière par l'intermédiaire de la CFDT. Maire assistait aux «Assises» - «à titre personnel» bien sûr. Preuve supplémentaire que les jeux étaient faits d'avance : le document «Pour le socialisme» fourni par le PS, qui aurait dû être au centre du «débat» n'a pratiquement pas fait l'objet de discussions...

Mais regardons de près ce document : il peut

être dangereux à force de démagogie. Cela commence par une longue description de la «société dans l'impasse».

BEAUCOUP DE DEMAGOGIE

Les leaders socialistes ont cherché à prouver qu'ils étaient «à l'écoute» des masses, «soucieux» des préoccupations des travailleurs et de la lutte des peuples.

Mais, comment pourrait-on croire ce parti de notables, dont l'encadrement est composé de gens qui profitent grassement des sinécures de la bourgeoisie.

Qui croira que des notables du PS, tel MINJOZ, maire de Besançon qui s'est opposé pendant des mois à la lutte des LIP, défendent réellement ce qu'ils appellent les «contestations nouvelles»? On nous oppose la croissance économique pour le profit, le «développement» qui permettrait de «produire autrement, autre chose, et dans d'autres buts». Mais que disait Mitterrand, dans son programme économique présidentiel, élaboré avec Rocard : «le secteur privé devra s'installer de plus en plus dans la concurrence, aller conquérir les marchés à l'extérieur et nous l'y encouragerons».

Accroître la concurrence, exporter plus, ce sont les «nouveaux buts» encore assignés à la production par Mitterrand dans sa dernière conférence de presse.

Quant au soutien aux luttes des peuples du

Tiers-Monde, cheval de bataille des hommes du CERES et sur lequel le document nous livre tout un chapitre, on peut avoir quelques doutes sur de telles professions de foi lorsqu'on connaît le sinistre passé de Mitterrand, bourreau du peuple algérien, grand ami de Golda Meïr et son opposition à toute idée d'indépendance pour les soi-disant départements et territoires d'outre-mer.

Les hommes du PS ne s'engagent pas beaucoup en constatant les conditions d'existence de plus en plus difficiles, dans tous les domaines, pour les travailleurs. L'évidence est devenue si grande que la bourgeoisie elle-même doit l'avouer : velléités du CNPF de remédier à la parcellisation du travail, aux contraintes du travail à la chaîne ; les déclarations giscardiennes sur la «qualité de la vie» et le ministère Jarrot qui est là pour «s'en occuper» ne passent pas non plus sous silence les problèmes de la pollution, du cadre de vie, etc., etc...

Mais ces messieurs, tout comme les experts bourgeois, affirment que le niveau de vie des travailleurs s'est «amélioré sensiblement» ; il est vrai qu'avec 3% d'ouvriers et 7% d'employés dans un parti qui compte 3 fois plus d'ingénieurs, de cadres supérieurs et de professions libérales (comme le révèle une enquête effectuée en juin 73), on a peut-être quelque mal à mesurer le niveau de vie de la masse des travailleurs. «La tâche d'un parti socialiste est aujourd'hui d'être partout présent. Mais, il ne peut y parvenir que si sa propre base sociale est effectivement ouvrière et populaire» affirme le document. Nos notables du PS ont encore un sacré bout de chemin à parcourir, on comprend qu'ils tiennent tant à essayer de manipuler la CFDT pour se donner «une caution ouvrière».

Mais venons au morceau de choix : le fameux projet de «société socialiste autogestionnaire». Et là, de décrire ce que pourrait être des «pouvoirs décentralisés» partout, avec des propositions d'amélioration et de changement, qui monteraient de toutes les «cellules de base du pays», etc., etc... Ceci est une tentative démagogique pour répondre aux justes aspirations des travailleurs qui ne voient dans l'URSS, où le capitalisme a été restauré, qu'une caricature repoussante du socialisme avec absence totale de démocratie pour le peuple. Pour tenter d'emporter la conviction, les auteurs du projet n'hésitent pas à parler en «marxistes» de la question centrale du pouvoir. «Les socialistes ne peuvent conserver l'Etat capitaliste tel quel» nous dit-on. «Les

institutions, l'administration ne sont pas neutres, mais profondément imprégnées par le système capitaliste dont ils assurent la garde. Dans ces conditions maintenir les structures de l'Etat capitaliste, ce serait perpétuer la domination de la bourgeoisie»...

DE VIEILLES RECETTES REFORMISTES

Belles phrases en vérité, mais cet Etat bourgeois, s'agit-il de le conserver et donc de perpétuer la domination de la bourgeoisie ou de le détruire pour instaurer le nouvel Etat socialiste, le pouvoir des ouvriers et des paysans? A cela, nos «socialistes» répondent en réservant le plat réchauffé des vieilles platitudes réformistes. «Aujourd'hui, la prise du pouvoir à la suite de victoires électorales paraît être l'hypothèse plausible». Et on nous précise que le gouvernement de «gauche» récupérera d'abord intact l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat capitaliste pour ensuite y apporter progressivement des modifications, en s'appuyant sur «une mobilisation forte et consciente» des travailleurs, c'est la recette qui, selon les Mitterrand et Marchais, avait si bien réussi au Chili!

Et, selon les «bonnes» vieilles méthodes opportunistes, on entretient la confusion, en entourant la question de la prise du pouvoir d'un épais brouillard.

Conquérir l'Etat tel qu'il est pour permettre «sa transformation et à terme le renversement du pouvoir de la classe dominante», «la gauche au pouvoir», «une organisation socialiste des pouvoirs», etc., etc..., derrière le jeu des mots se cache une réalité : les responsables du PS désirent seulement la conquête des fauteuils ministériels où sont déjà passés les Mitterrand, les Jules Moch, qui fit tirer la troupe sur les mineurs, les Guy Mollet, lui aussi assassin du peuple algérien et artisan de la guerre de Suez, etc...

Tout en n'hésitant pas à manier la phrase révolutionnaire, les «stratèges» qui ont convoqué les «Assises du socialisme» n'ont finalement que le «programme commun» et le crétinisme parlementaire à proposer aux travailleurs. Le parti qui veut créer les chefs du PS pour la plupart vieux routiers de la social-démocratie, et leurs jeunes apprentis, n'est qu'un parti pour la gestion des affaires de la bourgeoisie.

Seule la révolution prolétarienne, qui liquidera l'Etat capitaliste avec son appareil bureaucratique et militaire, permettra aux travailleurs de construire la société socialiste.



Rocard repoint le PS : la corbeille de la mariée est plutôt vide...

PSU: être ou ne pas être... au PS...

Le dernier conseil national du PSU, à Orléans a été le théâtre d'un affrontement entre les partisans du ralliement au PS, via les «assises» et ceux du maintien des structures actuelles du PSU, au moins temporairement. La tendance Rocard-Chapuis, à la direction du PSU, a été mise en minorité sur son texte prévoyant l'adhésion au PS et a dû démissionner.

La question de l'attitude par rapport au PS (auparavant la SFIO) a toujours été centrale dans l'orientation politique du PSU. Sa création en 1960, par d'anciens membres de la SFIO et du P«C»F, vise à donner à la social-démocratie un visage moins repoussant pour les masses que celui de la vieille SFIO, totalement discréditée par sa politique gouvernementale anti-ouvrière, et sa répression de la lutte du peuple algérien. Elle vise également à attirer dans le giron social-démocrate ceux qui s'écartent de la ligne révisionniste du P«C»F et de sa complicité avec la politique colonialiste de la bourgeoisie. L'absence de parti révolutionnaire à cette époque en France laisse la voie libre à une opération de ce genre.

UNE SOCIAL-DEMOCRATIE PEINTE EN ROUGE

En 68, profitant de la faiblesse du mouvement révolutionnaire, il tente d'apparaître comme la seule organisation révolutionnaire, face à la SFIO, sans prise sur les luttes et au P«C»F qui brade les luttes. Pour une frange des masses qui s'écartent du parti révisionniste, le PSU paraît être, sinon une force révolutionnaire, du moins une organisation qu'il est possible de transformer en parti d'avant-garde. De nombreux militants qui cherchent la voie révolutionnaire adhèrent au PSU à cette époque ; en même temps que des opportunistes. L'entreprise de faire du PSU un véritable parti révolutionnaire s'avère cependant vite illusoire, la social-démocratie conserve la direction et avec sa phraséologie «révolutionnaire» sur l'autogestion socialiste, développe la confusion et s'efforce de détourner les militants de la voie révolutionnaire.

En faisant l'expérience de la social-démocratie, les

révolutionnaires fourvoyés au PSU se rendent compte de sa véritable nature et de l'impossibilité de faire une organisation d'avant-garde d'un parti social-démocrate. Ils quittent progressivement le PSU pour fonder des groupes qui se réclament plus ou moins du marxisme-léninisme. Certains, sur la base de leur pratique de masse, comprennent la nécessité d'un parti révolutionnaire, rejoignent notre parti.

Mais après le congrès d'Epinau, la SFIO sous l'étiquette PS entreprend de se refaire une image de «gauche», exerçant une attraction de plus en plus forte sur le PSU : Martinet et Poperey rejoignent le PS en 71. Après l'achèvement de l'opération de rénovation du PS qui a regagné toute son influence électorale, le PSU n'a plus guère sa raison d'être - donner une apparence révolutionnaire à la social-démocratie - puisque le PS assure désormais ce rôle. La reprise par ce parti du thème de «l'autogestion socialiste», enlève au PSU l'essentiel de «l'originalité» de sa ligne et prépare logiquement son absorption. Depuis plusieurs mois Rocard s'y préparait, se mettant en vedette aux côtés de Mitterrand, aux dernières présidentielles. Il espérait en entraînant une partie importante du PSU derrière lui, gagner une place à la direction du PS, et prétendre à la succession de Mitterrand. Sa mise en minorité lors de la dernière conférence nationale, compromet sa tentative.

LES MOUCHES DU COCHE DU REVISIONNISME ET DU REFORMISME

La nouvelle direction partagée entre deux tendances n'a cependant pas rompu avec la social-démocratie. Ces deux tendances, au contraire, étaient d'accord avec la tendance Chapuis-Rocard pour participer aux «assises pour le socialisme», mais refusent l'adhésion immédiate au PS. Leurs divergences portent sur les rapports futurs avec le PS. La tendance Barjonnet reconnaît que «le développement du socialisme autogestionnaire passe assurément par l'unité populaire», c'est à dire l'union de la gauche mais refuse l'adhésion immédiate au PS et demande de «couper court à la tentative de regroupement organisationnel qui - dans les conditions où il est actuellement proposé - ferait

l'impasse de ce que nous sommes et représentons...». Néanmoins, elle envisage à terme la fusion avec le PS : «le PSU est prêt à se remettre en cause en tant qu'organisation».

L'autre tendance autour du texte de Leduc, refuse toute perspective d'adhésion au PS actuel : «le maintien de l'autonomie et de la stratégie du PSU sur la base du manifeste de Toulouse, est une condition essentielle à la poursuite de ce combat (pour l'autogestion). La dissolution du parti dans un regroupement nécessairement dominé par le PS signifie la négation de 15 années d'effort militant acharné».

Mousel, un des signataires de ce texte, élu à la direction politique nationale a déclaré que la nouvelle direction voulait renouer des contacts avec le P«C»F reprenant la tactique de discussion avec l'ensemble des partis de «gauche» déjà menée par Rocard qui visait à affirmer «l'originalité» du PSU parmi «la gauche» et à faire jouer la concurrence entre le PS et le P«C»F pour se vendre au plus offrant. Il n'a pas renoncé non plus à envisager à terme une adhésion au PS : «ce que nous refusons, c'est de considérer les assises comme un congrès constitutif : elles ne sont qu'une étape dans la recherche d'un rassemblement». Par contre Piguet refuse toute perspective de fusion dans le PS «dont nous savons qu'il est illusoire de penser le gaochir de l'intérieur».

En fait, il n'y a pas actuellement deux tendances au PSU, mais tout un éventail de positions différentes allant de la perspective rapide d'adhésion au PS, au refus définitif. Mais l'aspect dominant derrière toutes ces nuances, c'est leur unité profonde. Toutes les tendances en effet estiment que l'instauration du socialisme passe par la victoire de l'union de la «gauche» et l'unité d'action avec les partis qui la composent. Que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur tous s'assignent comme rôle de jouer les mouches du coche du réformisme et du révisionnisme.

Mais il est de moins en moins possible aujourd'hui d'entretenir la confusion entre réformisme et révolution. D'un côté l'union de la gauche malgré les tentatives du PS pour se parer de la phrase révolutionnaire, apparaît de plus en plus comme une solution de rechange pour la bourgeoisie, de l'autre la montée des aspirations révolutionnaires exige une démarcation nette d'avec le révisionnisme, exige de tracer la voie de l'insurrection prolétarienne, c'est ce que fait notre parti.

Serge LIVET.

PLUS DE 1000 DELEGUES ET MILITANTS DE LA CFDT S'OPPOSENT A LA MAINMISE DU PS SUR LEUR SYNDICAT

Nous reproduisons ici « le projet d'appel » qui, à l'initiative de syndicalistes CFDT de Besançon et de Lyon a été et continue d'être massivement approuvé et signé au sein de la CFDT. Bien que cet appel n'envisage pas tous les aspects de critique et de lutte contre le réformisme du PS et de l'union de la gauche, il montre clairement la volonté des militants syndicalistes CFDT de s'opposer au réformisme dans leur syndicat. Aussi, nous soutenons pleinement cette initiative de masse qui constitue une riposte des militants CFDT qui veulent conserver et développer les acquis des grandes luttes de LIP, de SAVIEM, USINOR, etc... et qui, nous n'en doutons pas ne voient pas dans le PS ni leur ligne de lutte, ni une solution à leurs aspirations au socialisme.

Pour un rassemblement des syndicalistes CFDT opposés aux « Assises » convoquées par le Parti Socialiste.

A la suite des élections présidentielles de mai, plusieurs manœuvres d'importance, à l'intérieur et à l'extérieur de notre syndicat se sont coordonnées en vue de l'engager dans une orientation politique bien précise : - le parti socialiste a d'abord lancé un appel aux responsables CFDT pour qu'ils rejoignent le « mouvement socialiste autogestionnaire » et participent dans ce but aux « assises du socialisme » les 12 et 13 octobre.

- le Bureau National de la CFDT répond, dans une déclaration, que l'appel de Mitterrand est positif, Edmond Maire prend personnellement position en faveur de l'appel. - Peu après, un certain nombre de responsables de notre syndicat signent un appel allant dans le même sens, expliquant que l'action politique du parti socialiste « prolonge » les actions confédérales.

C'est assez clair : toutes ces manœuvres et initiatives vont dans le même sens : mettre notre syndicat dans l'orbite du parti socialiste. Allons-nous nous laisser faire ? Déjà de nombreux camarades ont pris position contre ces « assises ». Nous vous appelons à amplifier ce mouvement.

Nous voulons conserver et développer l'acquis des grandes luttes dirigées par la CFDT.

Depuis plusieurs années, notre syndicat a su impulser des luttes qui

ont marqué un nouvel essor du combat revendicatif :

- luttes des travailleurs immigrés comme à Pennaroya et Girosteel
 - luttes des ouvrières et employés comme aux Nouvelles Galeries de Thionville.
 - luttes contre le salaire au rendement (Coframaille, Jaeger)
 - nombreuses luttes pour des augmentations uniformes et un salaire minimum correct (Saviem, Moulinex, Chantiers Navals de Saint-Nazaire).
- Enfin, la lutte des Lip qui est devenue un exemple, pour des millions de travailleurs, parce qu'elle a affirmé la volonté de s'opposer résolument à tout licenciement et parce qu'elle a su développer un syndicalisme capable de mobiliser largement, démocratiquement l'ensemble des travailleurs.

Or, déjà, lors des élections présidentielles, nous avons vu ce que signifiait le rapprochement avec le Parti Socialiste et le programme commun à l'union de la gauche : un net recul de nos revendications.

- le salaire minimum de 1500 F pour lequel nous avons lutté, est descendu à 1200 F pour remonter ensuite à 1300 F.

- on ne parle plus des travailleurs immigrés et de l'abrogation de la circulaire Fontanet

- on ne parle plus des augmentations de salaire uniformes.

Alors que nous nous sommes battus pour ces objectifs, on voudrait maintenant nous entraîner à reprendre à notre compte les revendications du programme commun et à nous y enfermer.

A Usinor Dunkerque, par exemple, la section CGT a tenté de faire pression

au nom de l'accord CGT-CFDT sur les haut-fournistes CFDT pour qu'ils abandonnent la revendication de la machine et acceptent de monnayer leur vie contre une prime.

Rappelons nous ce que Mitterrand déclarait durant sa campagne électorale : la satisfaction des revendications sociales, s'il était élu, serait subordonnée au redressement du franc.

Nous, syndicalistes, nous ne pouvons accepter que la satisfaction de nos revendications dépende des difficultés économiques du patronat. Ce n'est pas aux ouvriers de payer la crise actuelle. Nous voulons un syndicat démocratique.

De hauts dirigeants ont engagé les syndiqués CFDT à se rapprocher du parti socialiste. Et cela, sans qu'aucune section syndicale ait été consultée au préalable. Comment répondre, dans nos sections, aux syndiqués qui demandent des explications :

A un mois de ces « assises », qui peuvent avoir de graves conséquences pour notre confédération, comment se fait-il qu'aucun débat ne soit organisé, à la base, dans de très nombreux syndicats ?

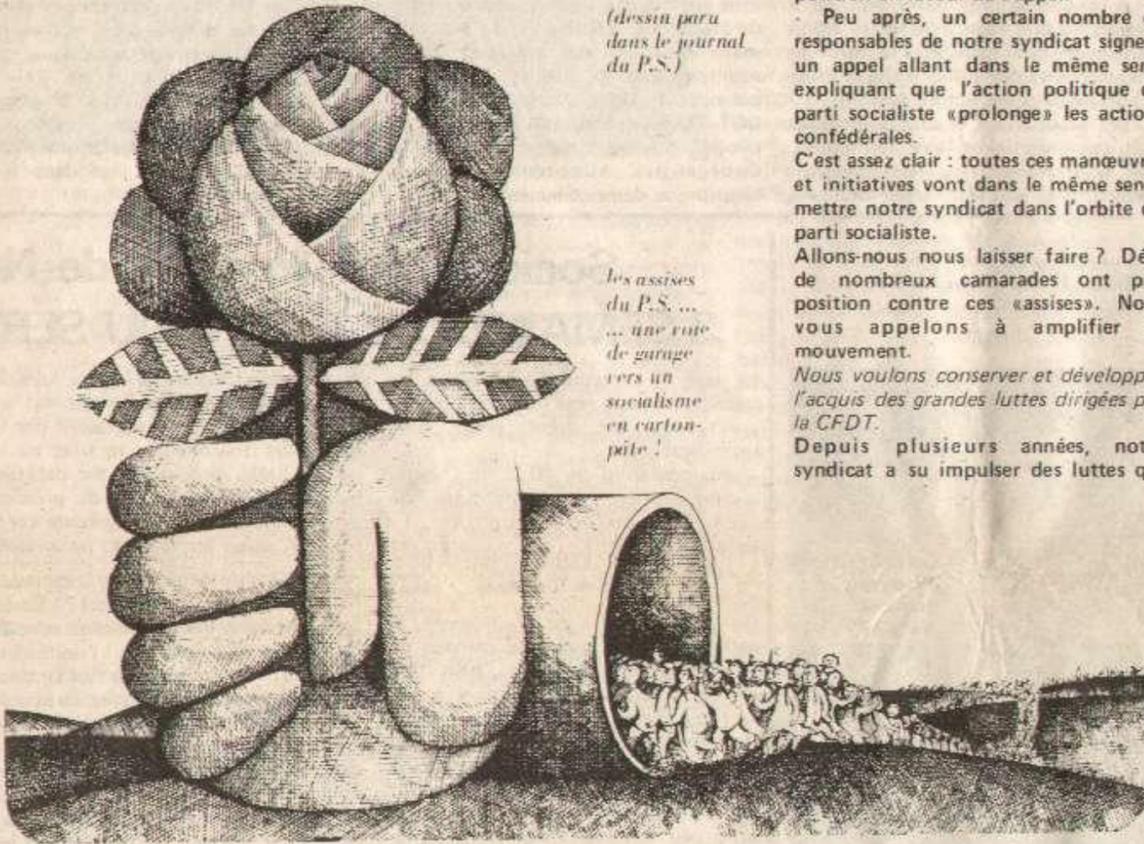
Face à cette situation, pour que le débat puisse s'engager largement, nous demandons aux camarades en désaccord avec les objectifs et les méthodes de préparation de ces « assises » de faire entendre, eux aussi, leur voix.

Nous, délégués CFDT, respectant pleinement la démocratie syndicale, considérons de notre devoir de faire entendre, nous aussi, notre voix et signons cet appel à tenir un premier rassemblement mettant en cause les objectifs et les méthodes de préparation des « assises » convoquées par le Parti Socialiste.

Nous, militants CFDT, respectant pleinement la démocratie syndicale, considérons de notre devoir de faire entendre, nous aussi, notre voix et signons cet appel à un premier rassemblement mettant en cause les objectifs et les méthodes de préparation des « assises » convoquées par le Parti Socialiste.

(dessin paru dans le journal du P.S.)

Les assises du P.S. ... une voie de garage vers un socialisme en carton-pâte !



Larry J., Maitelaine, Le Boudier J.M., Leroy, Pichot, Doubllet J., Maréchal, Legras, Adelaide B., Poisson, Elisabeth, Veratle, Aussant F., Traver, Riviere, Thévenot, Pomperan D., Laronchi, Kenfu, Pelier D., De Beisseras, Laurent, Le Goeigamp, Rounié, Chevalier A., Dumirel, Frusque, Trempe, Gualbert, Huet, Lacour, Hairt.

Lebastaud M., Morel P., Orvain M., Maillard C., Lecocq G., Bizet A., Léchippe, Normand J.P., Bocianowski M., Albert A., Le Bourlier M., Quenault J.P., Abicha Z., Simon B., Renoux A., Houtot, Chauvin, Roussier M., Aussant A.

Carnes, Cahan, Millet, Prat, Patry B., Vasselot A., Fafin D., Cadoun, Bureau N., Besmènard, Frilley, Soigny, Le Lièvre, Davoust I., Thiérot P., Enault, Besson, Fresnel, Esnaut, Lepic, Geslin, Picard, Kalman, Dromard.

Giraud N., Giraud R., Goidecoq J.P., Margui, Bouchel R., Leboutier M., Lejeune J., Boisseron B., Guibert M., Guibert C., Ozenne D., Roul L., Pavageau M., Chevalier J., Lavoine J.M., Bessot D., Bessot N., Taugourdeau, Ducombs, Verlet, Chapiut, Sauterey, Douillet, Ferreira, Marib, Fernandez, Mohamed, Bettus, Bordet, Soisson, Ramethere, Géraldes, Richard J., Lhéruilier L., Métais J., Potache, Hatt, Lang, Marie, Lerouet J.P., Fremont J., Harel J.Y., Marie B., Meuzey P., Richard D., Lenavenc C., Henry J., Gisque F., Deneffe J.P., Weber, Mallingrey, Dallo A., Faubert J., Mermoz Ch., Baechte, Stein J., Jayer G., Calmes J.C., Fromonot, Mouchot, Cire J.L., Didier J., Bondi, Happe, Ageda, Arpino, Willet R., Streckmar J.L., Bellune A., Magny C., Wassmer R., Leconte E., Zimny J.B., Gossard M.

Burger A., Faubert G., Picchini V., Aveline M., Hocquaux S., Stripoli J., Schmitt D., Badaut, Goncari, Desroches, Bianpin, Rueme J., Gouville G., Reiz J., Herment Th., Herment R., Prévost C., Gomet J.C., Migon J.P., Seize J.C., Sioriti M.L., Roy, Michel, Silighini C., Fandru B., Derrien M.F., Viaggi, Calcel M., Bardot, Rouse, Acontora L.

Gouttenvire F., Ferraris J., Faasson M., Martignon, Gruex A., Gruex M., Mathonnat, Duval, Valley, Collet, Pigot, Guilfoix, Rodriguez, Bunoz C., Bunoz Th., Rigaud M., Fratin.

Cattagny G., Meunier G., Rémond N., Cattagny N., Rolley F.

Ciccolotta, Laurent D., Depeker Cl., Leitoup, Francine B., Silighani.

Tastes R.A., Mindaie M., Malfait S., Ferrère M., Boncœur J., Bergmann D., Favre P., Aubril P., Gaubert P., Pommerade M., Nemert J.P., Desborde J., Belmode L., François B., Badià A.

Jean Guy, Sibaud B., Huet, Courivaud J.P., Borthury G., Lefèvre, Auger A., Borthury B., Poncet, Sapin, André Jean, Bereton J.P., Angliviel Y., Paquet.

Derasse Cl., Callebaut N., Cooreuts C., Derasse A., Planque A., Cava P., Ceramondi R., Vanhouette, Benasi S., Marceau-Jouen, Collier F., Richet.

Bianchermanche, Patay G., Guillermain, Cabalette P., Dargaud, Besson, Briand, Sallam, Verdragen A., Mahieu F., Lacaze J., Lacaze M.N., Willerval, Ressort F., Navet, Quenehen M., Abder, Monite D., Macquet D., Catelin, Falcotet, Chambard, Haouisi, Trackoen M., Leper B., Trackoen J., Redeka M., Devienne M., Calonne J.M., Gronne P., Billiet.

Willemetz L., Fernandez, Beek, Callowsky, Le Carpentier, Dorchies, Colowier, Dupuis, Duquenne, Van Caneghem, Ledoux, Scasier F.

Tarte A., Perreux N., Lar J.M., Wentzinger, Gervaise M.

Sineyen A., Bordoz M., Noly D., Thin P., Denis, Diallo, Goao Rodrigues, Hadji M., Garah M., Ben Kheris L., Lazrog, Collet J., Brunette, Gery, Triche, Simon, Valera, Brunet, Belkoud, Bourras, Yacoubi.

Abrial, Toubal, Zicowski, Merlu, Derval, Pelletier, Barbot, Miellot G., Monneron J.P., Chabroud, Bourelly M., Baul A., Charnonordic A., Merle, Larue, Barthélémy M., Marceau, Combes, Chatain J., Guinet G., Carrot, Perrier, Chaussard, Faivrelo, Chazal M., Chazal G., Descouvière, Launay, Pardini G., Fréjaville R., Valero, Carcelas, Barroil, Pietro, Buffard R., Chinou, Lequin, Cerdan, Dadoub, Abattu, Soulay, Jari, Cabonne M., Serre J.F.

Barlier R., Portay F., Morel, Bertrand, Lutin, Baral, Boireaud J.F., Leclercq M., Voelkel P., Philippeau, Roland M., Bombors, Morand, Bourin, Marital, Grand Y., Chaouche Ch., De Fouchier G., Duplan, Nauche G., Thibautiel, Roullin, Lemarec, Dalloz, Clément A.

Hammache S., Lagrouch, Gilbert, Robert A., Robert G., Chambard, Brondel, Deligant M., Deligant G., Guillin D., Buthion P., Douy, Viallet, Bobier, Doussau, Chalau.

Gillat, Pujol, Mayet, Lafond, Guilbert, Pron, Prost, Pierrat, Cajooux, Biard, Assah, Luche, Calmet, Fustaire, Etcheverry, Millart, Goudet, Gurit.

Cranera, Durieux, Akkil, Cochet, Amrani M., Duperré, Driss F., Cottier, Alvarez V., Rosatti, Parel J., Baronat, Champin G., Ivars, Laumonier L., Duplan, Lachize.

Grappin, Roux, Vachet, Laréol, Silvent, Pariset, Perret, Platard, Simonet, Miruel, Perreira, Ferreira, Prajoux, Miquel, Musel, Deureux, Dumas, Lattaud, Pedenon, Tardieux, Desjardin.

Champain, Pithoud, Rugo, Laumonier, Salvy, Catroux, Launay, Roblot, Lubati, Descouvières, Pignol, Lapray.

Ricard, Pignot, Zeraoui, Michel, Delfau, Manin, Rieusset, Sylvestre, Gloria J.C.

Meunier M., Benisani, Hutin J.P., Lemoine G., Hilaty, Driss, Kolider, Monin A., Martin, Manuclan, Barraut, Barthelemy.

Bonnin J.F., Crélin M.

Hatzfeld, Simon, Sedra, Joil, Rémy P., Terrien A., Jaunas D., Raulin E., Theillier Jean-Marc, Perret J.C., Dupartez, Metrot, Estezet Patrick, Estézet Claude.

Foucault, Brigot, Donnes, Rodriguez, Fritchs Alain, Coche S., Karle M.J., Goetz

Nous publions ci-dessous la première liste des signatures à l'appel recueillies entre autres dans les villes et entreprises suivantes :

Auxerre, Dijon, Macon, Besançon (Supemec, Lip, Alpia, Sitop, Compteurs Schlumberger...) Lyon (SNCF, Brandt, Paris-Rhône, Câbles de Lyon, Berliet...) Montceau-les-Mines, Paris (Thomson-Malakoff, Sécurité Sociale, PTT, SNCF, Rateau, Chausson...) Caen (Moulinex, SMN, Saviem, Jaeger...) Le Havre, Dunkerque (Usinor...) Thionville-Longwy (SNCF, Usinor, Sollac, Sacoil, hôpitaux...) Orléans, Lille-Roubaix (Motte-Bossu, Clavel...) Reims, Nancy, Metz, Grenoble, Bordeaux, Marseille, Amiens, Sochaux (Peugeot), Strasbourg, Villefranche S/ Saône, Montpellier, Boulogne s/ Mer, Oyonnax, Nantes, Roanne...

M.C., Dresson M., Michel Grégoire, P. Nail, Lizée Ph., Lizée Patrice, Kamel Ouerghi, Lemonnier, Barbet, Amadou S.

Phillipon G., Henneuse S., Benat Jean-Pierre, Jouanne S., Annequin, Guilbert, Thomas, Macaire, Lafférière, Pépin D., Renaud C., Mercier, Moham, Leugnany, Grenn J., Hue D., Rouzand M., Petelle M., Ollivier A., Bied Charriron, Picard, Acostaqueras, Robertin, Gungault, Vagne, Raehm, Mlard F., Jacques, Boisset, Durant, Connan, Vindex, Aze, Lavoisier, Baddoit, Durimel, Gigoud, Garrin, Riam, Charlet, Colrys, Zimmer R., Bercca, Maury, Jean, Camperlier, Planiol, Mourey, Rapinat, Long P., Hurel, Troxati, Lecomte, Rouchet, Marian M., Lafay J.C., Flores J.P., Maynard J.P., Isnard, Devier M., Joly M.C., Joly P., Allou, Rebouillat Yves, Fenandini, Godinot, Rodriguez, Larbi M., Vial J.C., Feuillet M., Delion, Feuillet J.P., Ottavi A., Anjelin, Genest C., Houpin, Pavron, Siret M., Duchêne, Verbaenen, Henry, Montunard, Ancely, Saïetin Strachosky J., Poupennau, Marquez Rui, Duarte J., Lancien P., Haddad, Billoudet, Jeannaud, Hauteœur, Roth A., Diét, Morel, Kachané, Vallet M., Ruiz J., Courtois N., Maury C., Rodriguez R., Riquet, Levy M., Celson A., Théophile B., Aubé P., Rey S., Lancry J.P., Chomette A., Rault D., Esteve N.

Teneira Vuz R., Gregorio C., Duval P., Demurs, Gautier Ch., Praxelle Guy, Caillé J.P., Nail J.P., Gouillot C., Lathière Lavergne Anny, Lathière Lavergne Alain, Movera J.P., Hulard D., Djelassi, Garuso, Seguin J.P., Teissier, Mernier J., Hillian M., Bouteiller H., Breton G., Finbel P., Brunet M., El Moussi, Pogliese J.C., Bretel M., Deniaud M., Topa A., Arieu Mougilard, Rovolsky, Amar José, Delagrangé, Laurent, Montézin, Boisbroussié J.J., Henorque Ch., Gobil F., Moran M.L., Andrieu G., Maire G., Bati J.P., Marsollier, Donnard, Jacques, Poms, Raoul, Limar, Frey C., Longwy S., Guillaume C., Gouvernon C., Fischer, Chanson, Prieur J., Daulle, Beer D., Le Liboux, Kramer M., Casse M., Schoffter D., Chusseloup G., Albretini, Millet E., Faucheur, Le Pol, Branex, Channi, Meynard, Rey C., Mennechez, Vouillon, Laplanche, Lagier L., Christin B., Goudron, Sâtre Buisson J., Bienaimé B., Genty M., Bahioul, Grumet, Vinois, Pujks B., Alvin, Vesièr, Perroudou, Renaud, Calonne, Tellier, Devion, Chauveau A., Bonnard D., Bonnard J.J., Commenchal R., Béji Mounin, Rey Gilbert, David B., Rameau C., Perraud, Egidus P., Devaud L., Dangonini C., Cassou, Cagnot M., Andrei, Nouyrigot P., Jauffret,

Berthier J., Basset, Mordent M., Martin A., Pissaruk, Pernot J.P., Halton J.P., Morit, Deligant, Dubois, Manavell, Chevet, Synemsky, Carrière, Simon René, Guichard, Dulac, Louder, Michon, Grillet, Bourg, Gascuel J.P., Gouzilfon, Christophe A., Godefroy, Bailandras, Agostino.

Raguènes, Bohy, Cooney, Jeanningros, Marquand, Piquard, Wirth, Descottes, Groppetti, Perrin, Bousquet, Sringhouse, Mercier, Lacroix, Magnin, Alard, Hosteller, Emile J.P., Duffay, Morel, Cournon, Boulard, Jacquot, Boy, Augel, Menard, Say E., Pathez D., Romer, Enfruz O., Laurent F., Torres J.P., Rossini, Folliguet, Carlos, Cachat, Girardet, Demetry, Javelle, Berchet, Le Landais, Ponzy, Pistallet, Olinéda, Sequin, Daguet, Sourd H., Pauthier, Rouillière, Comte, Rochat, Ancona, Truche L., Truche, Moniotte, Dechassey, Vullien, Egoilo, Loithier, Di Pietro, Henriat, Rabin, Soriano, Metra, Sgitel, Cugney, Plantin G., Caillat, Nevers, Orseres, Lupin, Soitel, Renaud, Color, Ballo, Montricharde, Bouvard, Lereux, Puertolas, Sacre J., Ubiali, Melenotte, Charles, Meillet, Alain, Guillot, Omavo, Pascal, Poex, Triamilles Maillot, Gouzente, Khemisi, Vermot Deroshes, Bataillard, Brazzoroto, Perut Fumanal, Alfonso, Savonet, Morales, Creiro, Ergan, Gelly, Hernandez, Girard Thiéulin, Sorianoz, Damnon, Masseron Merlou, Servignat, Duprey, Chavin M., Renahy J.H., Renard C., Tournier, Renahy F., Tisserand, Damnon, Salva, Vertaud, Gerbet, Mao Tong H., Hertz, Hossatte, Lotanza, Durey, Savannet, Renahy, Hubrienko, Jacquet, Dijoud, Simonet, Miller, Parraud, Girard F., Lesros J.L., Humbert M., Drugose D., Renard M.F., Lavenue C., Montredon J., Meucker C., Santoro, Fachetti, Hubert, Ferrari, Lepori C., Manniv R., Cordier, Desfarges, Comte, Moisset, Hughes, Myier C., Pastor R., Rose Jean, Grenier René, Daryoud A., Andrieu, Desbarrat, Maltret, Gourc, Letellier, Lambin, M.J., Martin, Le Kefelec, Le Garec, Boucher, Cuvillier, Maitrot, Bruand, Violet, Boussang, Jaisson, Eloy J.M., Bollainger, Moisset, Comte, Van de Castelly, Bernard Claude, Cordier, Desfarges, Lecranois, Colombier R., Charlot, Gresso, Gauchie, Noël, Matieu, Martel, Gravoille, Bernard, Pitt, Duhamel, Montourond, Maugarni DuSilve, Rodriguez, D'Hayier, Retoré P., Coppin, Boissard B., Lanil G.

Lefèvre, Haurel, Semosse, Yver, Grus, Marie, Bourdarias J.C., Le Lièvre, Delasalle

pour que paraisse, le 1er septembre 1975, un quotidien communiste, je souscris dès aujourd'hui un abonnement à :

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

1 an 250 f. 3 mois 80 f. je souscris nom _____

6 mois 150 f. 1 mois 30 f. souscris prénom _____

profession _____

adresse _____

cocher d'une croix l'abonnement choisi et envoyer le 10 à l'FR 761, 76184 Paris Cedex 18

LA CLASSE OUVRIERE N'EST PAS PRETE A CEDER AU CHANTAGE DE LA CRISE ECONOMIQUE

LUTTE CONTRE LES BAISSSES DU CHAUFFAGE A BESANCON

Le 11 octobre, à Clair Soleil, le chauffage ayant été allumé, l'entreprise de chauffage a envoyé des contrôleurs pour vérifier la température dans les appartements ! Les locataires ont refusé et ont mis les contrôleurs à la porte. Le samedi 5, l'entreprise baissait le chauffage et les locataires sont décidés à se rembourser de ce que leur doivent les HLM, sur le montant du loyer de ce mois et sur celui du suivant si nécessaire. Un chèque avec un imprimé identique sera envoyé au receveur municipal, les locataires s'étant solidairement engagés à l'action en apposant leur signature. Une personne par cage d'escalier tient ses voisins au courant des réunions du comité et du développement de l'action.

Vendredi 13 octobre, les locataires du HLM Clair Soleil, et du quartier Fontaine-Ecu se sont réunis. Les habitants des deux quartiers sont d'accord pour mener l'action en commun en vue d'obtenir le remboursement des sommes dues par l'office.

Le deuxième point pour lequel nous allons intervenir ensemble, c'est d'empêcher de nouvelles hausses en continuant de payer sans appliquer les

nouveaux tarifs. Nous allons aussi nous mobiliser pour lutter contre toute hausse de la côte mobilière. Nous sommes en train de prendre contact avec des autres quartiers de la ville qui ont le même problème.

La bourgeoisie doit payer la crise, non aux hausses de loyer !

Corr. Besançon.

NON AUX REDUCTIONS D'HORAIRE A OUDIN (POITIERS)

Cette entreprise d'engins de levage a été rachetée par Brandt et Faucheu. Aujourd'hui, sous prétexte de conjoncture économique, la direction a décidé la réduction des horaires de 44 h à 33 h, occasionnant une perte de salaire de 500 F par mois. Parallèlement à cette baisse du salaire la direction a augmenté le prix du restaurant de l'entreprise. Les travailleurs exigent le maintien de l'emploi et pas de salaire inférieur à 1500 F même pour 33 h... Cent-vingt ouvriers ont fait une intervention à la préfecture sous la direction de leur section CGT. Les travailleurs sauront faire céder leur patron en organisant le mouvement à l'intérieur de l'usine, car rien de positif n'est sorti de l'entrevue avec le préfet.

Non aux fermetures ! Non aux réductions d'horaires.

correspondant Poitiers.

TITAN-CODER : LA LUTTE CONTINUE

Durant la dernière période les grévistes de Titan Coder ont eu un certain nombre d'initiatives mettant en échec les espoirs de la bourgeoisie sur un pourrissement du conflit : à l'entrevue C.G.T.-D'ORNANO, les solutions restent conditionnées au démantèlement. Après avoir occupé pendant 2 h la Gare St-Charles le 30 septembre, occupé les bureaux de la chambre patronale pendant 2 h, et être rentrés en force dans la foire de Marseille le mercredi 2, épisode non relaté par le journal révisionniste «La Marseillaise», les Coder sont intervenus le jeudi 8 à un meeting de soutien dans l'usine St Louis de la Générale Sucrière, à l'occasion d'un débrayage, après que les petits paysans soient venus leur vendre des produits au prix coutant. Le lundi 7, ils brûlaient leurs lettres de licenciements et le téléx du syndicat exigeant l'évacuation. Le 8, ils envoyaient au Canet, une délégation à la manifestation des ouvriers de Métalinox dont l'usine est aussi fermée... Le mercredi 9, c'était la grande manifestation de 7000 travailleurs de Marseille qui se



terminait par un meeting dans l'usine. Aujourd'hui, malgré les tentatives des révisionnistes qui veulent transformer la lutte contre les licenciements et le démantèlement, en une lutte pour la défense du patrimoine national, comme cela a été présenté dans le meeting du 7... la combativité des travailleurs continue de s'exprimer pour résoudre les problèmes posés par le conflit ; en particulier celui du financement de la grève, du maintien de la mobilisation, de plus en plus de travailleurs tentent de produire des cendriers ou des bijoux en inox, malgré les tentatives

USINES OCCUPEES A GRENOBLE Thermoflex Becton-Dickinson

Le 2 octobre, les 105 ouvriers dont 65 femmes de l'usine Thermoflex, fabricant des brûleurs à mazout ont occupé leur usine en riposte à l'annonce de fermeture de l'entreprise. Dès juillet, la semaine avait été réduite à 35h., au retour des congés, le patron, refusant d'appliquer les hausses du SMIC, prétendait intégrer les primes au salaire, manœuvre mise en échec après 4 jours de grève...

Aujourd'hui, les ouvriers s'efforcent d'obliger le patron à payer leur salaire. L'inspection du travail et le liquidateur ont essayé de faire accepter la fermeture, moyennant le versement du salaire de septembre et deux mois de préavis calculés sur 35 heures. Samedi, le patron s'appuyant sur la propagande révisionniste de l'alliance ouvriers-PME a essayé de venir faire comprendre ses problèmes et négocier l'occupation en disant que «les temps étaient difficiles et que patrons et ouvriers étaient aliés».

Mais, union populaire ou pas, ce pas l'avis des ouvriers qui poursuivent l'occupation.

correspondant Grenoble.

Le mouvement de faillites des PME se poursuit, en particulier dans la construction, dans le Nord, fermeture de Batir (350 personnes), de Dufosse à Calais (150 personnes)... Menace pour Thelu et Littoral Nord, à ce mouvement vient s'ajouter l'annonce de la réduction de production à Rhône-Poulenc : 20 à 30% sur les polyamides, 140% sur les acryliques avec ses conséquences déjà connues : 460 ouvriers «en trop» à Rhodia-Belle-Etoile, 32 à Rhodia-St-Fons, sans préjuger des autres usines.

Face à cette situation, la classe ouvrière n'est pas prête à payer les difficultés de la bourgeoisie, ainsi, au cours de la semaine...

- Les Assises du CNPF à Lille ont été assiégées par un millier d'ouvriers, dont de fortes délégations de Titan-Maubuge, de l'imprimerie Néogravure, et de «Batir», de séquestrer, de SAMER, toutes usines menacées de fermeture.

- A Toulouse, 18.000 personnes, à Béziers 2.000 et à Bâges 2.000 personnes ont manifesté contre les licenciements des 2.000 travailleurs de la société de construction Astré.

- Les occupations se sont poursuivies soit pour participer aux fermetures, soit pour riposter aux licenciements massifs, à GIMM-Nantes par exemple,

Les ouvriers de Titan-Coder de l'usine de Blanc-Mesnil (Région Parisienne) manifestent au Salon de l'Automobile.

les 214 ouvriers ont réagi par l'occupation à l'annonce de 40 licenciements, ramenés à 20, ils maintiennent leur mouvement à Thermo-flex-Grenoble, Gringoire Martos, à Samer, aux Revêtements Méditerranéens, à Cannes (60 licenciements), à Annonay, à la Prairie... l'occupation continue... elle s'est même doublée à Buda-Toulon d'une séquestration...

- Dans d'autres entreprises : LMT-Nantes (100 licenciements annoncés), à Creusot-Loire (220), à La Platorie à Sens (150 femmes menacées), les travailleurs ont riposté par des débrayages massifs ; à La Bastide Rouairoux, 350 ouvriers ont organisé un blocage de route.

- Les 450 mineurs de charbon de Faulquemont (Moselle) et 260 de Saint-Florent (Gard) se sont mis en grève contre la fermeture de leurs puits, soutenus à St-Florent par un débrayage de 2000 mineurs des autres puits.

- A Titan-Coder, 15.000 visiteurs sont venus à la journée portes-ouvertes de Maubeuge, à Marseille, il y a eu une manifestation de solidarité avec meeting devant l'usine de 7.000 personnes. Une nouvelle entrevue CGT-d'Ornano a eu lieu, présentant le projet Savien, sans résultat ; la bourgeoisie subordonnant toute solution au démantèlement du groupe.

Les ouvriers de Titan-Coder de l'usine de Blanc-Mesnil (Région Parisienne) manifestent au Salon de l'Automobile.

Société Métallurgique de Normandie :

3 SEMAINES DE GREVE DU SERVICE DE LA GARE

Le jeudi 19 septembre à 22 heures, les travailleurs de la gare (une centaine) se mettaient en grève pour leurs revendications :

augmentation de 40 c. de l'heure, amélioration des conditions de travail (en particulier du commandement, car ordres et contre-ordres se succèdent à vive allure).

Pour faire face à ce mouvement, le patron a laissé planer la menace de lock-out général de l'usine, mais dans le même temps, faisait appel à des entreprises extérieures pour transporter par camion le minerai de fer qui alimente les hauts fourneaux. Les grévistes ont bien tenté pendant plusieurs jours de bloquer les camions mais peu nombreux, car répartis en trois postes, ils ont cédé au chantage d'assignation en justice. Par ce mouvement, les grévistes de la gare ont mis sur pied des collectes par bons de soutien. Ils sont ainsi passés par petites équipes dans tous les secteurs de l'usine pour populariser leur lutte et collecter de l'argent. Le succès des bons de soutien a été considérable puisque aujourd'hui, le million est dépassé.

Pour briser la solidarité qui s'était tissée entre la gare et le reste de l'usine, le patron a lock-outé certains services des laminoirs : TF1 de 6 à 14 heures le 4 octobre, TF 2 de 14 h à 22 h, etc... Il voulait par là éviter une riposte générale au lock-out. Mais la réaction des ouvriers lock-outés a été rapide. Vendredi 4 octobre, le TF 1 (secteur des laminoirs lock-outés), exigeait du travail auprès du chef de service et défilait dans l'usine avec des panneaux rappelant les revendications, entraînant plusieurs centaines d'ouvriers devant «les grands bureaux». C'est environ 800 travailleurs qui se sont réunis alors pour un meeting.

MANOEUVRES REVISIONNISTES ET RIPOSTE DES OUVRIERS.

Dès le début, la direction CGT était hostile au mouvement des travailleurs de la gare (en très forte majorité CFDT). Elle l'a fait savoir publiquement dans un tract du 1er octobre qui reprenait les termes de l'accord confédéral CGT - CFDT de juin 1974, qui condamne les grèves illimitées. Elle condamnait la collecte par bons de soutien et accusait le PCR (m-l) de détourner l'argent.

La riposte des travailleurs de la gare a été ferme : «ou bien vous soutenez notre lutte et vous participez aux bons de soutien, ou vous attaquez nous

grève». La réponse de la cellule de notre Parti a été cinglante et particulièrement bien accueillie par la masse des travailleurs : le tract de la cellule SMN, précisait : «par delà les mensonges, le tract CGT du premier octobre est un tract anti-gréviste car il insinue que les grèves prolongées mènent à l'isolement et à la division. Mais qui divise aujourd'hui ? Sinon ceux qui s'opposent au soutien concret du chemin de fer et sapent l'unité et la force du mouvement ! En fait ce tract paraît bien ridicule comparé au succès de la collecte à laquelle ont participé d'ailleurs bon nombre de syndiqués et délégués CGT !». Le 2 octobre, un mini-tract CGT revenait en arrière, précisait qu'il y avait eu malentendu et appelait à soutenir financièrement les travailleurs de la gare.

Mardi dernier 8 octobre, un meeting CGT-CFDT, qui regroupait grévistes de la gare, lock-outés et tous les services, a rassemblé plus de 1500 travailleurs devant les «grands bureaux». Pendant plus d'une heure ils ont bloqué la circulation et les camions affrétés par le patron. Mais les orateurs syndicaux n'ont offert aucune perspective aux

travailleurs sous prétexte qu'il fallait attendre la négociation générale sur les salaires du 10 octobre.

LA SITUATION AUJOURD'HUI :

Les travailleurs de la gare, après 23 jours de grève, ont repris vendredi 11 octobre le travail, sans avoir obtenu satisfaction, mais avec la volonté de poursuivre leur lutte sous une autre forme avec l'ensemble de l'usine.

Le patron a lâché 3% d'augmentation lors de la négociation du 10 octobre, ce qui est une véritable provocation par rapport à la hausse des prix.

Les ouvriers de Titan-Coder de l'usine de Blanc-Mesnil (Région Parisienne) manifestent au Salon de l'Automobile.

La combativité des travailleurs est grande et leur volonté de lutte s'est affirmée de jour en jour. Une lutte dure s'annonce pour faire céder le patron SMN sur les salaires. Dans cette lutte, la cellule de notre Parti a un rôle important à jouer. Déjà par son bulletin «Proletaires en avant», elle a fait largement entendre ses propositions tout au long de la lutte des travailleurs de la gare.

Corr. SMN Caen

TABLE RONDE AVEC DES MINEURS A MONTCEAU LES MINES



Les mineurs sauront s'organiser pour mener la lutte

A Montceau-les-Mines, la fédération de Saône-et-Loire du P.C.R. (m-l) a organisé la semaine dernière une table ronde sur les problèmes des mineurs de la région. Y participaient notamment, cinq mineurs des puits de Rozelay et Darcy dont 4 en activité et un retraité, qui ont parlé de leurs conditions de travail, des luttes à mener et des moyens pour les mener dans la situation actuelle. Parmi eux, un travailleur immigré, syndiqué CFDT, embauché depuis peu à la mine, deux anciens militants du PeCaF, dont un ancien FTP, qui ont toujours été à la pointe du combat dans toutes les occasions et qui ont eu des responsabilités dans ce parti avant qu'ils ne le quittent à cause de sa ligne politique de collaboration de classes, un syndiqué CGT et un syndiqué CFDT. Tous ont mené des luttes revendicatives importantes dans le passé et ils sont décidés à relancer la

lutte.

Manœuvres de la direction pour diviser les mineurs

Ce ne sont pas les raisons de lutter qui manquent aux mineurs, à commencer par le mauvais système de postes qui fut à l'origine des journées de grève du mois d'août 74 ; la direction voulait

Manœuvres de la direction pour diviser les mineurs

imposer 5 postes (5h., 7h., 11h., 14h., 21h.) pour augmenter la production de 25% en supprimant les temps de battement entre deux postes de l'ancien système (5h., 13h., 21h.). Les conséquences, plus de vie familiale, horaire des repas bouleversés.

Paul : «Après l'accord signé par les syndicats avec la direction, il y a un système de primes de postes, changements de catégorie qui amènent des divisions entre les ouvriers».

Jean : «Des ouvriers qui travaillent ensemble, qui font le même travail, et ne gagnent pas la même chose, ce n'est pas normal. Les changements de catégorie divisent les ouvriers et ceux qui acceptent les nouveaux postes, eux, ont des primes».

Pour faire produire toujours plus avec moins de mineurs, la direction a multiplié les chefs de poste, chefs d'équipe...

Jean : «Ils représentent 20% des employés, beaucoup n'ont aucune qualification mais l'on a créé un tas de postes pour les caser. Je prends mon cas : on est dans l'équipe de nuit, on a un chef de poste et un chef d'équipe».

Paul : «Il faut dire qu'au point de vue rapports humains ça s'est amélioré beaucoup».

Jean : «oui mais, c'est parce qu'on en prend plus avec du miel qu'avec du vinaigre. Prend mon exemple, pas plus tard qu'hier soir, le chef s'amène avec une bouteille cachetée du Beaulouis : «tenez les gars, je vous en ai apporté une et du bon. On prends un canon avant de démarrer». J'ai dit : «ton vin, moi j'en veux pas». Pour moi, on ne mélange pas les torchons avec les serviettes, j'ai pas bu avec les copains. Après ça il dit : «les gars, on va en mettre un coup». J'ai dit : «On va en mettre un coup, mais on n'est que quatre» — «Oui, mais on va faire voir ce qu'on est capable de faire, on est quatre, mais on va faire le boulot de six».

«Avant, on était payé au rendement, plus on bossait, plus on était payé. Maintenant, si tu bosses au maximum tu es payé pareil. La maîtrise essaye de faire marcher les gars par une bouteille, en leur passant la main dans le dos, et les syndicats voudraient qu'on défende les chefs ! Moi, je ne suis plus d'accord !».

«Nous on a un ingénieur, il est syndiqué à la CFDT, il m'a fait prendre un avertissement avec blâme. Il m'a accusé d'avoir failli le tuer parce que je roulais trop vite avec ma locomotive. C'est une Westphalia avec le système de frein, elle ne peut pas dépasser 8 km à l'heure. Voilà les ingénieurs qu'il faut défendre !».

«Tu sais, ce que c'est à la mine, on en met un coup pour être tranquille de bonne heure. L'autre jour on se dépêchait, le chef de poste, syndiqué à

Nouvelles mesures contre les travailleurs immigrés

Appelé en dernière minute pour compléter le gouvernement Giscard, Djoud, secrétaire d'état bouche-trou à l'immigration, a présenté au conseil des ministres du 9 octobre, 25 mesures qui ont été adoptées par le gouvernement. Il n'est pas possible de déceler encore ce qui se dissimule derrière une série de formulations vagues et ambiguës mais l'axe d'ensemble, lui, est clair : la volonté de la bourgeoisie de mettre en place le plus rapidement possible le contrôle strict de l'immigration en France. La décision de prolonger l'arrêt de l'immigration appliquée depuis début juillet constitue un coup grave porté aux travailleurs immigrés et par là à l'ensemble de la classe ouvrière de notre pays.

Cela signifie l'interdiction à plusieurs dizaines de milliers de chômeurs et petits paysans ruinés par l'impérialisme dans leur pays d'origine, d'entrer en France, cela signifie pour de très nombreux travailleurs immigrés l'interdiction faite à leur famille de venir les rejoindre en France, et pour tous les sans papiers aujourd'hui l'impossibilité de s'embaucher et de faire régulariser leur situation. C'est le signal donné pour l'intensification des contrôles policiers du style des

sinistres «coups de poing» de Poniatowski, qui se multiplient déjà dans les villes et les quartiers à forte proportion de travailleurs immigrés. C'est le feu vert pour organiser la chasse aux travailleurs immigrés sans papiers et la généralisation de ce qui se passe déjà : les vérifications de papiers dans les rues populaires comme à Barbès, aux portes des foyers, et même sur les chantiers pendant les heures de travail. Sous couvert de répression des trafics et emplois irréguliers de main d'œuvre étrangère Djoud annonce que «le contrôle des «faux touristes» en même temps qu'elle annonce toute une série de mesures aussi démagogiques que coûteuses telles que la «préformation et la préparation à l'immigration» l'organisation de «la promotion des femmes immigrées», la «sauvegarde des liens socio-culturels des immigrés avec leur pays d'origine» etc... la bourgeoisie réduit le nombre de logements prévus début juillet pour les travailleurs immigrés, et sous prétexte de «réformer et simplifier les titres de travail et de séjour» supprime la carte de travail et de séjour permanente qui était jusque là accordée à un certain nombre de travailleurs.

Désireuse de faire d'une pierre deux coups la bourgeoisie maintient les travailleurs immigrés dans un climat d'insécurité visant à empêcher le développement des luttes et d'autre part tente de présenter l'arrêt de l'immigration comme étant une mesure assurant la sécurité de l'emploi aux immigrés en France, et leur permettant d'acquiescer une formation professionnelle ! Il s'agit effectivement pour la bourgeoisie impérialiste française de faire au plus vite, avant que les travailleurs ne prennent conscience de ses intentions véritables et n'entrent massivement en lutte contre la réalité de son projet : passer

les menottes à plus de 4 millions de travailleurs immigrés, c'est-à-dire à près d'un quart de la classe ouvrière de France. En guise de «nouvelle politique de l'immigration» le gouvernement ne fait que mettre en application, en tentant de s'en cacher, les différentes dispositions de la circulaire Fontaine. La mobilisation des travailleurs avait, jusqu'à ce jour, fait reculer la bourgeoisie. Nous assistons aujourd'hui à une nouvelle offensive de la bourgeoisie pour tenter d'affaiblir la classe ouvrière en instaurant un contrôle strict sur la frange immigrée du prolétariat. Mais travailleurs français et immigrés lui opposeront une réponse unie. Notre parti exige la levée immédiate de l'arrêt de l'immigration, la carte de travail permanente dès la première embauche pour toutes les professions, valable dans toute la France, la liberté d'entrer pour la famille des travailleurs résidents en France et des facilités pour leur installation, la régularisation de tous les travailleurs sans papiers, et s'oppose à toute expulsion.

A bas la circulaire Fontaine, arme de division de la classe ouvrière !

Travailleurs français, travailleurs immigrés, même combat contre la bourgeoisie impérialiste française !

la CFDT, nous laissait faire, à 4h/4 on avait fini on avait fait nos quatre connois, ce salopard-là, il nous a dit d'en faire un 5e. J'ai dit : on a fait quatre, on va pas en faire cinq, c'est fini. Il m'a mis un signalement».

Des retraites

qui n'augmentent pas

Il y a beaucoup de mineurs à la retraite, ou près de la retraite, la moyenne d'âge est élevée dans les mines car ça fait longtemps qu'on n'embauche plus de jeunes. Les Charbonnages recommandent l'embauche cette année seulement.

Louis : «En plus du salaire, le mineur touche différentes primes mais les primes ne sont pas incorporées dans les salaires. Quand les salaires augmentent de 5% par exemple, les retraites, qui sont indexées sur les salaires augmentent de 5%. Avec le système des primes, si l'augmentation porte sur les primes, elle n'est pas répercutée sur les retraites. Il faudrait que les primes soient incorporées dans les salaires. C'est les retraités actuels et les futurs retraités qui en sont les victimes». Depuis le mois d'août, l'indexation ne joue plus à cause de la nouvelle grille des salaires. Alors que les salaires des mineurs ont augmenté de 2% depuis février, les retraites n'ont pas augmentées.

Marcel : «S'ils font ça, c'est parce qu'il y a beaucoup de retraités».

Paul : «Quand tu es mineur, plus tu vieillis, moins tu es payé ; tu baisses de catégorie. Quand tu ne peux plus travailler au charbon, ils te donnent un travail moins payé et on te baisse de catégorie».

Jean : «Un mineur n'est pas mineur jusqu'à sa retraite, quand tu n'y arrives plus, on te mets ailleurs, ils appellent ça «poste semi-tâche».

Paul : «Moi, pendant huit ans, j'ai travaillé au charbon, j'avais des angines, des phlegmons. Il ne fallait pas que je reste à la poussière ; j'ai changé de travail mais aussi de catégorie. De 6e, je suis passé en 5e catégorie».

Actuellement, suite au plan Messmer de freinage de la fermeture des puits, les Charbonnages embauchent à nouveau à Rozelay et à Darcy.

Marcel : «Des gars, qui étaient mineurs, ont quitté la mine pour s'embaucher chez Michelin, parce qu'on leur disait que ça allait fermer, maintenant c'est à Michelin que l'embauche est bloquée, certains retournent à la mine, ils sont embauchés avec des contrats de 5 ans».

«Les Charbonnages confient une partie du boulot à une entreprise privée qui embauche des gars qui n'ont pas le bénéfice du statut du mineur. Ça crée des divisions».

Karim : «Ils embauchent aussi des immigrés. Ils sont logés par les Charbonnages dans des baraques, ils veulent en mettre 6 dans des logements de 3 pièces».

Marcel : «A la base ça bouge, la dernière grève, elle est partie de la base, mais les syndicats n'ont rien fait».

Jean : «Je critique les dirigeants syndicaux qui ne font pas leur travail, qui prennent un bon de délégation pour ne pas descendre».

Louis : «A l'intérieur des syndicats, il faudrait que les gars qui sont d'accord avec nous, se battent pour imposer des positions justes».

Jean : «A la CGT, quand il y a une assemblée générale, il y a 9 gars dont 8 du bureau... A la CFDT pour régler les revendications, le délégué prend le téléphone, il appelle l'ingénieur qui est syndiqué... Les gars ont quitté la CFDT parce qu'il y avait des ingénieurs, des chefs de poste ; mais si on va les chercher pour changer ça, ils vont revenir».

Jean : «Les syndicats tout de suite ce n'est rien, mais on peut en faire un outil de lutte. Pour cela, il faudrait qu'on puisse se rencontrer de temps en temps, pour discuter de ce qui se passe dans la mine».

La réunion se termine par ces premières perspectives, tous sont d'accord pour en refaire une prochainement pour voir plus précisément comment mener la lutte dans les syndicats, sur quelles revendications, et aussi pour discuter des problèmes politiques qui soutendent l'action syndicale ; la ligne de trahison du PeCaF, les perspectives révolutionnaires ouvertes par le PCR (m-l). Un camarade de la CGT, en partant dira : «Les camarades du PCR (m-l) m'ont apportés des perspectives nouvelles» et un camarade de la CFDT : «cette réunion m'a rajouté de 20 ans».

Around de ce noyau de militants, nul doute que les mineurs s'organiseront pour mener le combat et renouer avec les glorieuses traditions de lutte de 48 et 62.

Reportage de Serge Livet et du correspondant de Montceau-les-Mines.

«Je critique les dirigeants syndicaux qui ne font pas leur travail, qui prennent un bon de délégation pour ne pas descendre».

Louis : «A l'intérieur des syndicats, il faudrait que les gars qui sont d'accord avec nous, se battent pour imposer des positions justes».

Jean : «Un mineur n'est pas mineur jusqu'à sa retraite, quand tu n'y arrives plus, on te mets ailleurs, ils appellent ça «poste semi-tâche».

Paul : «Moi, pendant huit ans, j'ai travaillé au charbon, j'avais des angines, des phlegmons. Il ne fallait pas que je reste à la poussière ; j'ai changé de travail mais aussi de catégorie. De 6e, je suis passé en 5e catégorie».

«Je critique les dirigeants syndicaux qui ne font pas leur travail, qui prennent un bon de délégation pour ne pas descendre».

Louis : «A l'intérieur des syndicats, il faudrait que les gars qui sont d'accord avec nous, se battent pour imposer des positions justes».

Jean : «Un mineur n'est pas mineur jusqu'à sa retraite, quand tu n'y arrives plus, on te mets ailleurs, ils appellent ça «poste semi-tâche».

Paul : «Moi, pendant huit ans, j'ai travaillé au charbon, j'avais des angines, des phlegmons. Il ne fallait pas que je reste à la poussière ; j'ai changé de travail mais aussi de catégorie. De 6e, je suis passé en 5e catégorie».

«Je critique les dirigeants syndicaux qui ne font pas leur travail, qui prennent un bon de délégation pour ne pas descendre».

Louis : «A l'intérieur des syndicats, il faudrait que les gars qui sont d'accord avec nous, se battent pour imposer des positions justes».

IMPOTS 74: RACKETT DES CAPITALISTES SUR LES TRAVAILLEURS

Octobre : le paiement du dernier tiers de l'impôt sur le revenu et la préparation à l'Assemblée du vote du budget 1975, remettent - si tant est que les travailleurs puissent l'oublier longtemps - à l'ordre du jour la question de l'impôt. Qui paie l'impôt? A quoi sert l'impôt? Autant de questions que les travailleurs se posent, avec l'impression tenace qu'ils sont les victimes d'un gigantesque rackett. Et c'est bien, en effet de cela qu'il s'agit.

QUI PAIE LES IMPOTS

IMPOT SUR LE REVENU : TOUJOURS PLUS D'OUVRIERS IMPOSABLES.

Un rapport récent du Conseil des Impôts fait apparaître une augmentation assez considérable entre 1959 et 1972 du nombre de contribuables : 5,2 millions en 1959, 11,5 millions - soit plus du double - en 1972. Qui sont donc ces nouveaux contribuables ?

La réponse figure dans ce même rapport : entre 65 et 72, la proportion de salariés imposés est passée de 52% à 72% soit environ 3 sur 4. Le pourcentage de foyers ouvriers imposés a crû encore plus vite, passant de 39,5% en 65 à 60,8% en 72.

Par contre, la proportion de foyers imposés chez les indépendants non agricoles (industriels, professions libérales, commerçants, artisans) baisse régulièrement, passant de 88% en 65 à 86% en 72.

Conseil des Impôts, la part de revenu qu'elle perçoit a décliné dans la même période de 3,9%.

IMPOT SUR LA CONSOMMATION : LES OUVRIERS PRINCIPALES VICTIMES.

Ceux-ci, qu'on a le plus tendance à oublier, sont pourtant ceux qui rapportent le plus à l'Etat (plus de 65% des recettes fiscales). Le plus important en est la T.V.A. qui, à elle seule, doit fournir près de la moitié des recettes budgétaires. Avec la T.V.A., les hausses de prix sont un bon moyen de remplir les caisses de l'Etat. Quand les prix augmentent de 1%, l'Etat empoche 1,6 milliard de francs (actuels) en plus.

Encore une fois, ce sont les travailleurs qui supportent le poids principal de cet impôt institué en 68, pour soi-disant «plus de justice fiscale». En effet, leur maigre budget qui ne laisse guère de place à l'épargne est intégralement dépensé en biens de consommation, donc n'échappe pas à la T.V.A. Pour une famille de 2 enfants, gagnant 2.000 F par mois, l'Etat récupère 2.850 F par an, soit près d'un mois et demi de salaire, uniquement par la T.V.A !

A cela, il faut encore ajouter les taxes diverses sur le tabac, les alcools, la radio et la télé, etc...

IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS : REDISTRIBUTION DE LA PLUS VALUE ENTRE CAPITALISTES.

Oui-mais, ne manqueront pas de dire les défenseurs de la bourgeoisie, il y a l'impôt sur

l'imposition qui les frappe, exportant leurs bénéfices hors de France pour les faire apparaître dans ces «sociétés de base».

Voilà quelques uns des nombreux privilèges fiscaux dont bénéficient les capitalistes : il faudrait encore y ajouter les nombreux avantages distribués aux entreprises exportatrices ou à celles qui se restructurent. Et les capitalistes sont depuis longtemps passés maîtres dans l'art de s'appuyer, suivant la conjoncture ou l'évolution des prix sur l'un ou l'autre de ces privilèges : pour maintenir à un niveau élevé l'exonération d'impôt dont elles profitent.

C'est ainsi que près de la moitié des sociétés ne paient aucun impôt et que les autres ne paient sans doute pas la moitié de ce qu'elles devraient payer. Qu'on en juge : Thomson-Brandt et Thomson-CSF n'ont globalement versé au Trésor au titre d'impôt sur les bénéfices que 5,44 millions de F pour 4 ans, alors que, dans le même temps, en accord avec le Ministère des Finances, la Thomson-CSF gardait en réserve sur ses profits (exonérés d'impôts) plus de 100 millions de F pour implantation d'usines à l'étranger.

Qu'on ne nous dise pas que c'est là une exception ; ces exemples pourraient être multipliés à l'infini, car la règle dans la société capitaliste, c'est deux poids, deux mesures.

Pour les travailleurs en effet, aucune possibilité n'existe de réduire son salaire devant l'impôt, de faire des «provisions» pour parer au chômage, à l'accident qu'il risque de subir et s'il ne paie pas, on pratiquera, entre les mains de son employeur, une saisie-arrêt sur une partie de son salaire.

Le capitaliste, lui, a droit à tous les égards. Il a toute latitude de se prémunir à l'avance contre ses propres sécrétions : l'inflation et la concurrence. Et s'il a du mal à payer, non seulement on ne l'y contraindra pas, mais, compatissant, l'Etat lui proposera de le renflouer (c'est ainsi qu'en 1973, l'Etat a versé 6,5 milliards à Thomson-Brandt pour l'aider à résoudre ses problèmes de trésorerie).

Si l'impôt payé par l'ouvrier est pris sur son salaire, c'est à dire sur ce que le capitaliste lui laisse pour survivre et continuer à travailler, il en va tout autrement de l'impôt sur les sociétés, payé par la partie du travail de l'ouvrier que le capitaliste s'approprie. Et c'est là que réside la différence réelle : l'impôt, c'est la classe ouvrière qui le paie, pas la classe capitaliste. Et non seulement, ce n'est pas elle qui le paie, mais encore lui est-il redistribué par le budget !

LES IMPOTS EXTORQUÉS AUX TRAVAILLEURS SERVENT À FINANCER LES PLANS DES ENTREPRISES CAPITALISTES

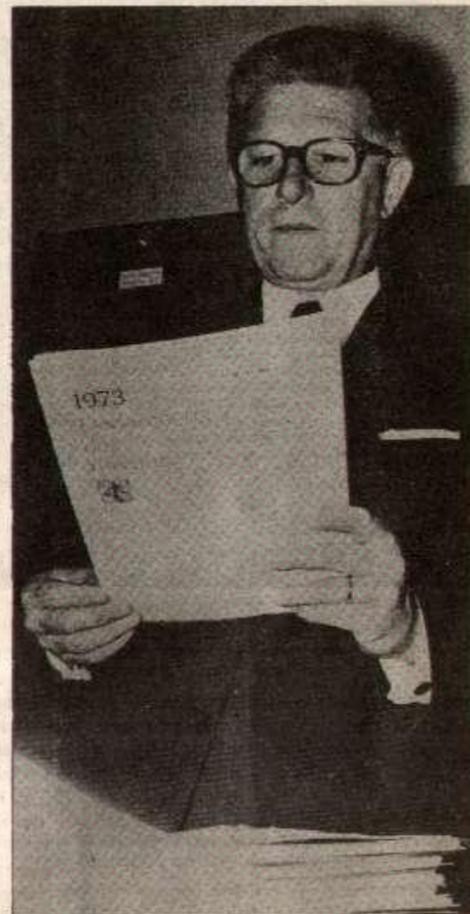
Chaque année, l'Etat établit son budget, sous la forme d'un devis de ses recettes et dépenses prévues, où tout est fait pour masquer leur nature réelle. Ainsi, pour le budget de 1974, Giscard d'Estaing avait annoncé que le gouvernement voulait «franchir une nouvelle étape en matière de justice fiscale». Cette année Fourcade déclare : «le budget 75 doit être un instrument de lutte contre l'inflation, de maintien de l'emploi et d'amélioration de la justice fiscale».

En fait, par delà ces paroles creuses, le budget sera tout autre chose : un instrument de redistribution du revenu national au profit des sociétés capitalistes.

Car l'Etat ne se contente pas de procurer des avantages fiscaux substantiels aux capitalistes, de plus il draine vers eux la masse de l'impôt.

En prenant en charge les secteurs de l'économie jugés non rentables dans l'immédiat par les capitalistes privés.

Ainsi, la prospection pour le pétrole, la recherche en matière d'énergie nucléaire, l'expérimentation d'usines atomiques sont principalement financées par l'Etat. Il en est ainsi par exemple des recherches de bauxite menées par PUK au Cameroun, à Madagascar, en Guyane, en Guinée, qui, dans une large mesure sont financées par l'Etat par le biais du bureau de recherches géologiques et minières. Autre exemple : le plan Calcul, plan de développement de la production française



Quelle autre formule d'impôt trouver pour mieux faire avaler la pilule se demande M. Fourcade.

d'ordinateurs, décidé en 66 après la liquidation de Bull. Pour ce plan, c'est 1,2 milliard de francs actuels qui a été fourni par l'Etat au trust Thomson-Brandt et à sa filiale, la Compagnie pour l'Informatique.

En aménageant des infrastructures pour la restructuration des trusts, à ses frais.

Ainsi, à Fos, où l'aide de l'Etat à la restructuration de la sidérurgie se chiffre par milliards.

Par le financement direct des entreprises capitalistes.

Il se fait par l'intermédiaire du Fond de Développement Economique et Social ou de l'IDI (Institut de Développement Industriel).

Par les cadeaux faits par les entreprises nationalisées (SNCF, EDF-GDF...) aux trusts capitalistes.

Ainsi, PECHINEY-UGINE-KUHLMAN, qui consomme 10% de l'électricité française n'a eu à déboursier en 1970 à l'EDF que 600 millions de francs au lieu d'un milliard prévu par les barèmes officiels.

Les commandes de matériel militaire et d'équipement civil.

Ces commandes, de matériel militaire surtout, mais aussi d'équipements civils faites par l'Etat aux entreprises et souvent payées à l'avance. Ainsi Dassault a reçu de l'Etat français 1.260 millions de francs d'avance, soit plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe.

En regard de ce rôle de banquier des capitalistes, l'aspect «social» du budget ne pèse pas très lourd ; et la construction des hôpitaux, des écoles, des crèches, des logements sociaux n'est développée que pour autant qu'elle procure des profits aux entreprises capitalistes. De ce point de vue, on en connaît bien les limites, la construction d'immeubles de bureaux étant bien plus rémunératrice pour les capitalistes.

Il faut bien pourtant que l'Etat consacre un minimum de dépenses en faveur des chômeurs que le système capitaliste produit, des travailleurs âgés qu'il rejette après les avoir exploités au maximum, etc... Mais ce n'est certes pas en termes de justice que cela se pose pour l'Etat bourgeois. Ce minimum ne sert qu'à perpétuer le système capitaliste, qu'à le rendre plus supportable pour les masses. Mais les limites de ce projet ne sont pas loin d'être atteintes et ce n'est pas le budget 75 qui va les reculer.

Frédéric MONTAGNET

CELIBATAIRE (1 part)				
SALAIRES PERÇUS		IMPOTS CORRESPONDANTS		
1973	1974	1974 (sur le revenu de 1973)	1975 (sur le revenu de 1974)	Augmentation en pourcentage.
18.000 F (1500 F/mois)	20.880 F (1740 F/mois)	1265 F	1526 F	20,6%
30.000 F (2500 F/mois)	34.800 F (2900 F/mois)	3675 F	4426 F	20,4%
COUPLE SANS ENFANT (2 parts)				
18.000 F 30.000 F	20.880 F 34.800 F	295 F 1690 F	413 F 2053 F	40% 21,5%
COUPLE AVEC DEUX ENFANTS (3 parts)				
30.000 F 48.000 F (4000 F/mois)	34.800 F 55.680 F (4640 F/mois)	780 F 2955 F	994 F 3579 F	27,4% 21,1%

Ce sont donc pour la plus grande part les travailleurs, par centaines de milliers chaque année, qui viennent grossir les rangs des contribuables.

Le mécanisme utilisé par la bourgeoisie est simple : prenons le cas du budget 75. «Pas de hausse des impôts» claironne le ministre des finances en présentant le budget 75. Et pourtant !

En effet, la limite d'exonération d'impôt pour les salariés est relevée de 10.000 F à 11.400 F, soit une augmentation de 11,4% seulement, alors que la hausse des prix pour 1974 sera de 16% au moins. Autrement dit, nombre de salariés qui ne paient pas d'impôts en 1974 en paieront en 75, même si leur salaire n'a augmenté que de 12% à 16%, c'est-à-dire, même si leur pouvoir d'achat a diminué (selon les chiffres de la bourgeoisie).

Pour les salariés qui payaient déjà des impôts en 74, ils en paieront encore plus en 75, même en tenant compte d'une hausse des prix de 16%. Le tableau montre qu'un couple sans enfant qui aura gagné 1.740 F par mois en 74, paiera 40% de plus en 75.

(Voir tableau)

Voilà comment la classe ouvrière, par le jeu de l'inflation, participe pour une part toujours plus grande au paiement de l'impôt sur le revenu (8,2% en 65, 9,3% en 72), alors que, note le

les sociétés. Les capitalistes versent 50% de leurs bénéfices, on ne peut tout de même pas leur demander plus !

Voire ! Ce fameux impôt ne rapportera en 1975, que 11,4% des recettes de l'Etat, soit une contribution des plus modestes, ceci malgré l'augmentation toujours plus considérable des profits capitalistes.

De multiples dispositions parfaitement légales permettent en effet aux sociétés de ne pas payer d'impôt ou d'en payer fort peu. Citons en quelques unes :

- la provision pour investissement : ce mécanisme autorise les capitalistes à déduire de leurs bénéfices imposables une somme égale au double de ce qu'ils verseront 5 ans plus tard au titre de la participation.

- l'amortissement dégressif qui permet aux capitalistes de soustraire de l'impôt des sommes supérieures à l'amortissement réel des équipements de leur usine.

- le régime des provisions qui autorise les capitalistes à faire des «provisions» exonérées d'impôt destinées à les garantir contre les risques de telle ou telle opération, contre la fluctuation des cours des matières premières ou tout simplement contre les hausses des prix !

- le régime des groupes : les grandes sociétés capitalistes recourent fréquemment à des «sociétés de base» situées dans des pays où la taxation est quasi nulle pour réduire

privée ou publique :

LA TELEVISION FAIT PARTIE DE L'APPAREIL D'ETAT QUE LE PROLETARIAT ET SES ALLIES DETRUIRONT



Les employés de l'ORTF manifestent contre les licenciements

La réforme Giscard (voir FR n° 127) ne signifie nullement, comme voudraient nous le faire croire la «gauche» et les gaullistes, le passage d'une radio-télévision contrôlée par l'Etat à une radio-télévision contrôlée par les monopoles.

- Bien avant la réforme Giscard, l'ORTF, monopole d'Etat, avait fait appel à de nombreuses sociétés privées pour la production des émissions (principalement pour la production-films, car la production vidéo exige un matériel lourd et coûteux, dont peu de sociétés privées sont pourvues), et pour le développement de sa base industrielle et technique (en offrant des contrats les plus avantageux, les plus rentables, à des groupes monopolistes comme la Thomson CSF).

- La réforme Giscard n'entame en rien le monopole de l'Etat sur la diffusion des émissions (le monopole de l'Etat sur les communications en France, à coïncidé historiquement avec le processus de centralisation de la société féodale, sous le règne de Louis XI).

- Et même si la réforme Giscard constitue bien un renforcement de la privatisation au niveau de la production des émissions, même si elle prépare, à la demande des groupes capitalistes de plus en plus nombreux, la cession d'une ou plusieurs chaînes au privé, l'Etat bourgeois n'en continuera pas moins à contrôler la production et la diffusion des émissions par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés à capitaux d'Etat, comme il le fait actuellement pour les stations de radio périphériques (Europe n° 1, Radio-Luxembourg, radio Monté-Carlo) par l'intermédiaire de la Sofirad.

En fait, la réalité que nie la «gauche» c'est la nature de classe de l'Etat et de sa radio-télévision. La fiction qu'elle propage, c'est la possibilité pour un gouvernement de «gauche» d'utiliser tel quel un «service public» qui est actuellement aux mains d'un gouvernement de droite.

LA RADIO ET LA TELEVISION FONT PARTIE INTEGRANTE DE L'APPAREIL D'ETAT BOURGEOIS

Cette affirmation signifie que la radio et la télévision jouent un rôle dans la reproduction des rapports de classe et du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie.

La radio et la télévision (avec le cinéma) constituent l'expression concentrée du pouvoir de la bourgeoisie dans le domaine des représentations visuelles et sonores.

Cela veut dire qu'à la télévision, par exemple, aucune image, aucun son, aucun rapport d'images et de sons ne sont indépendants de la lutte de classes pour le pouvoir d'Etat.

L'unité entre les émissions télévisées et le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie est assez facile à établir pour les émissions dites d'information. Les informations politiques, économiques à la télé constituent le reflet actif du système politique bourgeois. Leur organisation spécifique vise à donner l'illusion de l'objectivité, à donner l'illusion que tous les points de vue (de classe) peuvent s'exprimer. La télévision reproduit ici le discours de la bourgeoisie sur son appareil d'Etat : il est neutre, au-dessus des classes, il a pour fonction de concilier les intérêts contradictoires.

Mais sous dictature de la bourgeoisie, toutes les classes ne peuvent pas s'exprimer à la télévision. Les ouvriers en lutte en ont fait maintes fois l'expérience. Lorsqu'ils ont voulu intervenir sur leurs positions (et non pas sur les positions des réviso-réformistes à l'intérieur des syndicats), ils se sont toujours heurtés à la censure bourgeoise. Une des tâches des marxistes-léninistes sera de prendre la direction de ces luttes dans le but : 1) d'imposer à la bourgeoisie un rapport de forces qui la contraigne à laisser s'exprimer les ouvriers en lutte sur leurs positions ; 2) d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs sur la nécessité de la prise du pouvoir d'Etat pour que les informations changent enfin de classe.

Il ne s'agit évidemment pas là d'une simple lutte d'idées, pour défendre l'«objectivité» de ses informations, la bourgeoisie n'hésite pas à faire intervenir sa police et, dans les moments les plus difficiles pour sa dictature, son armée. Certains journalistes de la télévision dénoncent souvent les multiples atteintes à la liberté d'expression. Beaucoup ont conscience du rôle que la bourgeoisie leur fait jouer : de simples porte-parole de ses intérêts de classes. S'il est juste de soutenir leurs luttes démocratiques, il est nécessaire d'en souligner les limites et les dangers. Les marxistes-léninistes doivent tout faire pour subordonner les luttes démocratiques au but final (la prise du pouvoir d'Etat), car ils savent que jamais, sous dictature de la bourgeoisie, les classes et les couches exploitées ne pourront s'exprimer librement à la télévision. S'unir aux journalistes en lutte

pour la liberté d'expression oui, mais en combattant leurs illusions sur la possibilité d'une «réforme démocratique» de la télévision sous dictature de la bourgeoisie. Bref : combattre l'influence politique et idéologique de la «gauche» sur les journalistes.

LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE NE S'EXERCE PAS SEULEMENT SUR LES INFORMATIONS, ELLE S'EXERCE SUR TOUTES LES EMISSIONS

Il est facile de voir comment s'exerce la dictature de la bourgeoisie sur les informations, c'est-à-dire sur la politique. Mais, dit la bourgeoisie, il n'y a pas que la politique à la télévision : il y a aussi l'éducation, les distractions, la culture, tous les aspects de la vie quotidienne qui intéressent les «gens». Il y aurait donc deux types d'émissions : d'un côté les émissions politiques où s'affrontent, dans le cadre du système politique bourgeois, les différents partis bourgeois, d'autre part les émissions (documentaires et dramatiques) qui traitent de la vie, sous tous ses aspects (quotidiens et historiques), et qui ne relèvent pas de la politique.

La politique elle-même, dans les émissions qui lui sont consacrées, est coupée de la pratique de production des classes et des couches exploitées. Le téléspectateur n'est jamais interpellé en ouvrier, paysan, employé, etc. (sauf justement, dans les émissions visant à qualifier la force de travail) mais en citoyen invité à partager le point de vue des classes exploiteuses.

Couper la politique de la vie réelle des masses (dans les émissions dites politiques), pour que les reflets de la vie réelle (dans les autres émissions) ne puissent être référés à la politique, tel est le but poursuivi, avec beaucoup de cohérence, par la bourgeoisie. La tâche des marxistes-léninistes, dans la critique des émissions de télévision, est de rétablir l'unité que la bourgeoisie cherche à briser : elle consiste à montrer concrètement comment la même ligne politique, la même conception du monde commande toutes les émissions et leur montage.

LA CLASSE OUVRIERE ASPIRE A EXERCER SA DIRECTION DANS TOUS LES DOMAINES DE LA VIE SOCIALE

La politique des révisionnistes consiste à utiliser les travailleurs de la télévision comme masse de manœuvre pour imposer à la droite, dans le cadre des émissions dites politiques, un plus long temps d'antenne pour Mitterrand-Marchais (après quoi, satisfaction obtenue, les révisionnistes abandonnent les travailleurs de la radio-télévision à leurs revendications, non au démantèlement, non aux licenciements pour tous, y compris pour le personnel non statutaire, comme cela se produit actuellement avec l'Inter-syndicale). Pourquoi cette politique ? Parce que les révisionnistes n'ont pas pour but de transformer la vie des masses, dans tous ses aspects, en dirigeant leur lutte pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie. Ils ne voient dans la télévision qu'une tribune électorale. Quant à la conception bourgeoise du monde qui s'y diffuse quotidiennement, pourquoi s'en soucieraient-ils ? C'est la leur.

Parce que les marxistes-léninistes ont pour but de transformer la vie des masses, dans tous ses aspects, en dirigeant leur lutte pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie, ils affrontent toutes les manifestations du pouvoir de la bourgeoisie. Or le pouvoir de la bourgeoisie ne s'exerce pas seulement sur les pratiques, il s'exerce aussi sur les reflets. La lutte contre le montage des pratiques sociales dans les émissions télévisées fait partie de la lutte pour le pouvoir. Le prolétariat révolutionnaire doit briser l'ordre politique de ce montage. Un ordre politique qui vise à couper la pratique de production et les autres pratiques sociales de la lutte de classes. Un ordre qui vise à déplacer les contradictions de classe qui traversent toutes les pratiques sociales, sans exception, vers des conflits psychologiques où la «nature humaine» joue un rôle moteur.

L'ordre politique du montage des émissions télévisées reflète activement le rôle joué par l'Etat bourgeois dans l'exploitation et dans l'oppression des masses. Qu'il s'agisse de l'armée, de la police, de l'école, de la famille, des hôpitaux, etc., la télévision a pour fonction essentielle de justifier leur existence et leur action. Et cela de plusieurs manières :

- en défendant explicitement, par la voix du pouvoir, les piliers de l'Etat contre toute lutte, contre toute critique intolérable pour la bourgeoisie (non, notre armée n'est pas au service de l'impérialisme français, non, notre police n'est pas au service de la lutte contre l'ennemi intérieur ; non, notre école n'est pas au service de la sélection, etc...).
- en poussant en avant de multiples spécialistes (psychologues, sociologues, psychanalistes, etc...) dont la fonction est de répéter, en un langage compliqué, qu'il ne faut rien changer de fondamental à l'ordre social existant.
- en produisant de nombreuses émissions dramatiques dont les héros sont tristes, malheureux, mais on ne sait pas très bien pourquoi. Il n'y a pas de responsable : c'est la vie.
- en privilégiant quantitativement, dans le montage des émissions, les émissions dites de «loisirs» (sports, variétés, Guy Lux, etc.). Quant au «public» il n'apparaît guère que dans les émissions de jeux où des présentateurs bonimenteurs s'emploient à le ridiculiser. Contre cette télévision, il importe de développer une vaste critique de masse. Cette critique fera l'objet d'une rubrique régulière dans le journal.

Serge Michel.

L'échec de la réforme constitutionnelle LA MAJORITE SE FISSURE

Le projet de Giscard portant sur l'extension du Conseil Constitutionnel (art. 61 de la Constitution) a été repoussé par le Parlement : il consistait à renforcer les pouvoirs de ce conseil et à lui permettre de bloquer n'importe quelle loi votée par les députés sous le prétexte de son caractère anti-constitutionnel ou d'atteinte aux libertés publiques.

Actuellement, le conseil constitutionnel, que préside Frey, ancien ministre de l'intérieur de De Gaulle, et à ce titre, responsable de l'assassinat par la police de 9 manifestants anti-OAS au métro de Charonne, ne peut exercer son droit de veto que s'il est saisi par le président de la République, le premier ministre ou les présidents du parlement et du Sénat. C'est ce qu'on appelle la saisine.

Le projet de Giscard visait, sous prétexte de «statut de l'opposition» à permettre, d'une part la saisine du Conseil par 1/5 des Chambres, et, d'autre part, «l'auto-saisine», ce qui donnait au Conseil Constitutionnel toute possibilité d'exercer seul, sans aucune limite ni contrôle, un véritable droit de blocage de tout texte

législatif. Ce qui, comme l'avaient les partisans du projet était : «une garantie précieuse pour les citoyens, dans l'éventualité où une majorité nouvelle mettrait en danger les libertés». «Songeons, messieurs, que nous pouvons regretter de ne pas disposer d'une institution libre pouvant juger des décisions du parlement», a déclaré Chirac en présentant le projet à la majorité. Quand on sait que les 9 membres du Conseil sont nommés pour 9 ans par le Président de la République, on comprend encore mieux de quelle défense des libertés il s'agit !

Pourtant cet élargissement du droit de veto a été refusé par le Parlement qui a seulement accepté la saisine du Conseil par 1/10 des députés, faisant ainsi capoter le rêve de Giscard de réunir les deux Chambres en Congrès à Versailles.

Et cet échec parlementaire est dû à l'appoint apporté par une fraction notable de l'UDR dont Messmer, Foyer, etc... à l'opposition traditionnelle de la gauche. Estimant que les pouvoirs actuels du Conseil étaient suffisants

(et on a vu celui-ci annuler purement et simplement la candidature du Président de notre Parti aux dernières présidentielles) pour jouer son rôle contre-révolutionnaire en cas de besoin, de nombreux gaullistes ont utilisé ce prétexte pour montrer leur opposition à Giscard, l'obligeant ainsi à faire une déclaration exceptionnelle sur «la solidarité des ministres entre eux».

Des contradictions au sein de la «Nouvelle majorité» que révèle aussi la liquidation du CDP de Fontanet, ne manqueront pas de se manifester tout au long de la session parlementaire, comme le montrent les déclarations de Debré sur l'avortement et les projets fiscaux du gouvernement, le rejet par la commission parlementaire du budget de l'information sur proposition de l'UDR Bivien. Elles montrent bien que l'opération séduction de Chirac est loin d'avoir réussi et que, sur nombre de points, les gaullistes ne sont pas décidés à continuer de céder du terrain aux Républicains Indépendants de Poniatowsky.

les ouvriers sont les maitres de l'usine

« Dans l'ancienne société, les ouvriers ne valaient même pas un sou, alors qu'aujourd'hui ils sont devenus un bien précieux. Libérés, grâce à la direction du Président Mao et devenus maîtres du pays, nous devons gérer efficacement notre entreprise. C'est ainsi que peuvent maintenant parler tous les travailleurs chinois.

LES OUVRIERS ELISENT ET CONTROLENT LES CADRES

Dans la Chine d'aujourd'hui, la classe ouvrière exerce sa direction dans tous les domaines, par l'intermédiaire du Parti Communiste Chinois, son détachement d'avant-garde. L'usine textile d'état n° 2 de la ville de Nantoung, entreprise socialiste, appartient au peuple: les moyens de production, les produits et les bénéfices appartiennent à l'Etat qui prend à sa charge toutes les dépenses. Le responsable principal de cette usine, qui a milité pour la révolution depuis sa jeunesse, est à la fois secrétaire du Comité de Parti et président du Comité Révolutionnaire de son entreprise. Pour toutes les affaires courantes, c'est une équipe de 7 personnes qui est responsable: le secrétaire et les 3 secrétaires-adjoints du Comité de Parti, et les 3 vice-présidents du Comité Révolutionnaire. Sur presque 3000 ouvriers et employés de l'usine, eux seuls sont détachés de la production. Mais ils ne sont pas pour autant cloîtrés dans leur bureau. Bien au contraire, ils passent la majeure partie de leur temps dans les ateliers, à aider les ouvriers et les cadres de base à résoudre les problèmes de la production, à faire avec eux le bilan des expériences. Tous les cadres administratifs et techniques travaillent régulièrement dans les ateliers, aux côtés des ouvriers au minimum un jour par semaine.

Les ouvriers responsables de cette usine, comme la tisserande TCHEN PEILAN, qui ont travaillé plus de 30 ans au même endroit, ne quittent pas leurs camarades de travail. Pourquoi tiennent-ils tant à participer au travail manuel ? « C'est pour ne prévenir du révisionnisme. Ouvrière d'origine, j'ai partagé pendant plus de 30 ans les joies et les peines de mes sœurs travailleuses. Elue par elles à un poste dirigeant de l'usine, je me dois de resserrer davantage mes liens avec elles, afin de mieux les connaître et mieux les servir. Si je me croyais supérieure aux autres, si je me coupais du travail productif, des masses et de la pratique, je risquerais de perdre mes qualités de travailleuse et de trahir ma classe. Point d'arrogance. Les cadres ne s'endorment pas sur leurs lauriers. Même s'ils ont été élus par leurs camarades à cause de leur passé au service de la classe ouvrière, de leur expérience, ils se soumettent volontiers au contrôle de tous les ouvriers. Régulièrement, le Comité de Parti demande à tous les travailleurs de l'usine de présenter leurs critiques et leurs propositions pour améliorer le travail de la direction. Chacun donne son avis, que ce soit sur la production ou sur le style de travail des cadres. La démocratie dans l'usine, ce n'est donc pas seulement pouvoir élire les dirigeants, mais aussi avoir les moyens de critiquer leur travail, de les contrôler.

Pour être réellement les maîtres de leurs usines, les travailleurs se sont battus, notamment au cours de la Révolution Culturelle. Ils ont arraché la direction des mains des « experts », pour la remettre aux mains des meilleurs d'entre les ouvriers, pour que tous, du même pas, ils construisent le socialisme. Pour que les cadres ne se coupent pas des masses, le Parti Communiste a créé les « Ecoles du 7 mai », où les dirigeants de tous les secteurs, économiques ou administratifs viennent travailler dur, aux côtés des ouvriers et des paysans, tout en élevant leur niveau politique par l'étude. « La pioche qui ne s'emploie pas se rouille, et l'homme qui ne travaille pas de ses propres mains devient révisionniste. » Telle

pourrait être la devise de ces écoles. De retour dans les usines après ces stages volontaires, les cadres sont mieux à même de continuer à mener la lutte des classes là où ils travaillent

LES OUVRIERS PARTICIPENT A LA GESTION DES USINES

Les ouvriers ne se contentent pas d'élire et de contrôler leurs dirigeants, ils participent à la gestion de leurs entreprises. Dans l'usine déjà citée, 800 ouvriers font partis du « Groupe de Gestion Economique » de l'usine. Elus par leurs camarades, ils continuent de travailler à la production, tout en participant au règlement des problèmes de la production, des finances, de la technologie et du bien-être des ouvriers. Pour chaque groupe de production, un chef de groupe et un responsable syndical, aidés par 5 agents qui s'occupent de la propagande politique, de la qualité des produits, de la comptabilité économique, de la sécurité et du bien-être des ouvriers, sont élus par l'ensemble des travailleurs. Chacun s'intéresse à l'usine. Plus les masses ont voix au chapitre, plus s'élève leur conscience socialiste.

Pour accomplir le plan d'état, les travailleurs ne reculent pas devant le travail. L'émulation socialiste, ce n'est pas une simple compétition pour savoir qui a fait le plus. Les meilleurs travailleurs, ce sont ceux qui ont fait le plus de progrès idéologiques, qui font preuve de solidarité, ont le souci de la qualité du travail, mais aussi de la sécurité et de l'économie des matières premières. Dans le mouvement d'émulation, les ouvriers, tout en s'efforçant de se surpasser, s'entraident et s'éduquent ensemble.

LES OUVRIERS DECIDENT DES REFORMES IMPORTANTES DANS L'ENTREPRISE

Pour toutes les réformes importantes, les travailleurs ont leur mot à dire. Partout, ils ont élaboré de nouveaux règlements: « La participation des ouvriers à la réforme des règlements symbolise leurs droits politiques. Les règlements, c'est la loi de l'usine. Hier, c'était la loi des patrons, aujourd'hui, c'est celle des ouvriers. » Cette participation a du aussi être arrachée, car, jusqu'à la Révolution Culturelle, dans la plupart des cas, c'était une minorité du personnel des bureaux qui avait élaboré les règlements, sans consulter l'ensemble des travailleurs. Progressivement, les ouvriers ont étendu à leur usine des règlements, qu'ils ont d'abord essayés, concernant la responsabilité de chacun à son poste de travail, le contrôle de la qualité des produits, le calcul du rendement commercial, la réparation et l'entretien de l'équipement, la manière d'utiliser les machines, la sécurité de la production et le contrôle de l'assiduité. Pour les établir, ils ont tenu compte des nécessités de la production, mais aussi permis à l'initiative des travailleurs de s'exprimer. Pour les innovations techniques, ce sont souvent eux qui proposent, expérimentent et mettent en service de nouveaux équipements qui rendent le travail moins pénible et élève sa productivité.

Sous l'ancien régime, les travailleurs devaient tout subir des patrons: les chefs, les conditions de travail, les règlements. Aujourd'hui qu'ils ont pris le pouvoir d'état, ils continuent de se battre pour l'exercer pleinement, dans tous les aspects de leur travail. Ils mettent en pratique cet appel de l'Internationale: « Nous ne sommes rien, soyons tout ».

A LA CAMPAGNE LES MASSES DIRIGENT LES COMMUNES POPULAIRES

Cette prise en main de plus en plus directe de toutes les affaires par les travailleurs se retrouve à tous les niveaux. Prenons l'exemple du pouvoir

« Auparavant, nous travaillions pour survivre et aujourd'hui, nous travaillons pour faire la Révolution. Nous avons à cœur tout le pays et le monde entier, et non notre famille seulement ou notre usine seulement. Nous étendons notre horizon au loin, sur plusieurs dizaines et même plusieurs centaines d'années, nous ne nous penchons pas seulement sur ce qui se passe sous notre nez. Sur nos épaules, à part la tâche fixée dans notre plan de production, nous devons porter la grande mission historique de l'abolition sur la terre du système d'exploitation de l'homme par l'homme. »

UN OUVRIER CHINOIS



le contrôle ouvrier à l'usine textile n°2 de MANTONG

d'état socialiste dans les régions rurales. Autrefois, l'unité de base en était le comité populaire de canton, et la Coopérative Agricole de Forme Supérieure était l'unité de base économique.

Autrement dit, il y avait 2 organismes différents. Le gouvernement cantonal était chargé de l'administration et la coopérative de la production. Pouvoir politique et affaires économiques étaient donc séparés. A partir de 1958, les coopératives agricoles appartenant à un même canton fusionnèrent pour former des Communes Populaires, qui relevaient directement du district et dirigeaient les brigades et les équipes de production. Désormais, la Commune Populaire exerce les fonctions de l'exécutif du pouvoir politique et, d'autre part, elle organise la vie économique de toute la commune, que se soit la production, la répartition ou la consommation. C'est ce qu'on appelle la fusion du pouvoir local et de l'administration de la commune populaire, et la combinaison en un tout de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, de l'éducation et des affaires militaires. La commune populaire est dirigée par le Comité Révolutionnaire, composé de représentants de ces différents secteurs d'activité. Sous la direction du Comité du Parti de la commune, ils exercent une direction collective et se partagent les responsabilités selon leur division du travail. Par exemple, la commune peut décider de construire des écoles, former des professeurs... Dans les écoles, les paysans pauvres et moyens donnent des cours et participent directement à l'administration. La Commune peut décider de mettre sur pieds des usines qui impulseront la production agricole. TCHEN AH-SE, responsable du service financier de la commune populaire de TONG-TING explique: « unifiés sous la direction de la commune populaire, les départements de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, de l'éducation, de la milice populaire sont réciproquement au courant de ce qu'ils font et en mesure de coordonner leurs activités. » Rien n'échappe plus aux masses, qui, à chaque échelon, élisent et contrôlent leurs cadres, participent à toutes les décisions, et donnent leurs avis, pas seulement pour ce qui touche leur travail précis: « Dans le passé, dit un paysan chinois, je croyais que les affaires de l'équipe et de la brigade ne me regardaient pas, moi qui ne suis pas cadre. Maintenant, j'ai changé, et quand je travaille dans les champs, je pense encore aux affaires de la collectivité. Nous sommes maîtres de la société nouvelle, il est de notre devoir de bien gérer la commune populaire. »

CHINE ROUGE: LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

La Chine Populaire a 25 ans: de plus en plus largement, à l'opposé de l'URSS redevenue capitaliste, sinistre caricature du socialisme, elle apparaît aux prolétaires de tous les pays et aux peuples du monde comme l'exemple vivant, enthousiasmant du socialisme, et de la société nouvelle à laquelle ils aspirent.

Une société où les ouvriers et les paysans, libérés de l'oppression et de l'exploitation, ont tout le pouvoir, et sous la direction de leur Parti Communiste, déploient librement leur énergie révolutionnaire pour aller de

en chine socialiste, il n'y a pas d'inflation

L'INFLATION, CONSEQUENCE INEVITABLE DU SYSTEME CAPITALISTE

Avant la Libération de 1949, les prix en Chine montaient à une vitesse inimaginable, et le peuple en supportait toutes les conséquences. De 1937 à 1949, le gouvernement réactionnaire du KUOMINTANG gonfla la circulation des billets de plus de 140 milliards de fois et les prix augmentèrent de plus de 8500 milliards de fois. Ces chiffres peuvent paraître insensés, et pourtant, il en était bien ainsi. Les jours de paie, les travailleurs se précipitaient vers les magasins de céréales, car le lendemain, la maigre somme qu'ils avaient entre les mains aurait encore perdu de son pouvoir d'achat. Dans la France d'aujourd'hui, bien sûr, l'augmentation des prix n'est pas aussi foudroyante. C'est vrai, mais pour nous, 20% d'augmentation des prix par an, ce n'est pas supportable, d'autant plus que les salaires ne suivent pas. Aussi, la hausse des prix est-elle devenue pour les masses laborieuses un des problèmes les plus importants, une des cibles principales de leurs luttes. Le gouvernement prétend combattre la volée des étiquettes, les partis de gauche proposent eux aussi des solutions immédiates. Mais nous voyons bien pourtant chaque jour que ces prétendus remèdes n'ont guère plus d'effet qu'un emplâtre sur une jambe de bois. Les révisionnistes du P.C.F. veulent faire croire qu'en URSS et dans les pays de l'Est, il n'y a pas d'inflation, pas de hausse des prix. Ce n'est là qu'un mensonge (voir FR n° 104). En réalité, seuls les pays véritablement socialistes, la Chine par exemple, ont réussi à y mettre fin. Ce n'est pas un hasard.

UNE ECONOMIE PLANIFIEE AU SERVICE DES MASSES

La raison fondamentale, c'est que l'économie chinoise est une économie socialiste planifiée. La production industrielle et agricole, les prix des produits industriels et agricoles sont fixés par le plan d'Etat et non pas déterminés spontanément par l'offre et la demande. Ils ne fluctuent donc pas selon la quantité des marchandises. Dans la Chine Socialiste, la production a pour but de satisfaire les besoins du peuple, et non de faire des profits. (1) Les contradictions entre la production et les besoins des masses sont donc réglées de façon planifiée, et c'est là ce qui garantit la stabilité des prix. Dans les pays capitalistes au contraire, les industriels cherchent à gagner le maximum d'argent, à pousser la production sans permettre aux travailleurs d'acheter toute cette production. Il en résulte une anarchie qui engendre aussi le désordre dans les prix.

QUELQUES EXEMPLES DES PRIX EN CHINE

Dans la Chine socialiste, les prix sont stables. Dès 1949, le Parti Communiste et l'Etat chinois ont pris une série de mesures qui ont mis fin rapidement à tous ces désordres. A partir de mars 1950, les prix ont non seulement cessé de monter, mais ils ont commencé à diminuer. Ceux des céréales ont été stabilisés et n'ont plus bougé depuis, dans toute la Chine. Même chose pour tous les produits nécessaires aux masses, comme les cotonnades, l'huile, le charbon, le sel... Les articles industriels utilisés couramment ont

baissé petit à petit. Les médicaments coûtent aujourd'hui 5 fois moins cher qu'en 1950; juste après la Libération, une dose de pénicilline coûtait autant qu'un sac de 25kg de farine, aujourd'hui, elle coûte l'équivalent de 500g de farine! Les prix des produits nécessaires à l'agriculture, par exemple les engrais chimiques ou les insecticides, ont baissé des deux tiers. Les loyers, qui représentent de 3 à 5% du salaire, l'eau, l'électricité, les transports, ne bougent pas. Le prix du gaz à usage domestique a baissé au fur et à mesure du développement de l'industrie pétrolière chinoise. Pour les travailleurs français qui peuvent acheter de moins en moins avec leur salaire, pour les paysans ruinés par la hausse des produits industriels dont il a besoin, rien de comparable! Comment cela est-il possible?

articles de Monique CHERAN

l'avant, construire une économie prospère satisfaisant les besoins du peuple, et forger, à l'échelle des masses, un homme nouveau, débarrassé des tares des siècles d'oppression, décidé à se battre jusqu'au bout pour l'avènement du communisme. Pour fêter le 25e anniversaire de la Chine Rouge, nous analyserons, dans une série d'articles, la réalité vivante du pouvoir des ouvriers et des paysans en Chine. C'est, malgré les conditions différentes de notre pays, un puissant encouragement et une source d'inspiration pour définir le socialisme que nous voulons.

paris: chaleureux anniversaire des 25 ans de la chine socialiste



Samedi 12 octobre, à l'appel des A.F.C., a eu lieu à la Mutualité un grand meeting, à l'occasion du 25e anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Une foule nombreuse avait tenu à témoigner, par sa présence sa sympathie à la Chine Nouvelle, l'intérêt qu'elle porte à ses réalisations. Ce succès montre combien la Chine jouit de l'amitié et de la solidarité du peuple français. VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.

n'a pas été entamé. En France, nous voyons bien la différence: même quand les prix agricoles augmentent à la production, d'une part ils n'augmentent pas suffisamment pour faire récupérer aux paysans la hausse des produits nécessaires à l'agriculture, et donc n'arrêtent pas la disparition des petits paysans, et d'autre part, la « hausse » est répercutée plusieurs fois sur le consommateur, ce qui empêche les travailleurs d'acheter ces produits (2)

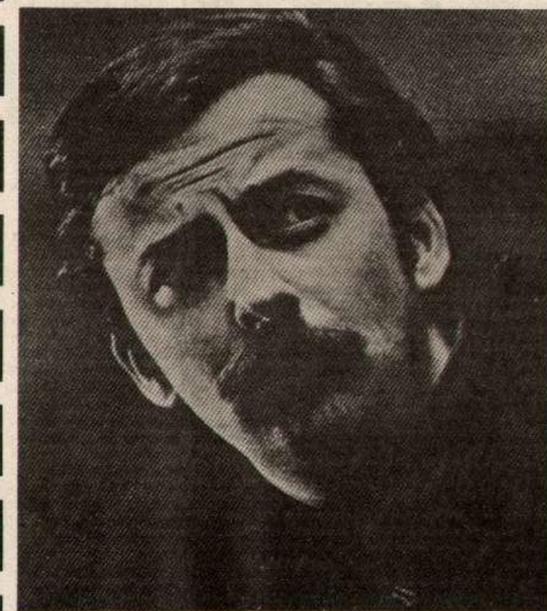
PAS D'INFLATION, MAIS DES DEPENSES EN EQUILIBRE

Depuis 25 ans, le budget de la Chine est non seulement en équilibre, mais encore, la balance des paiements est légèrement excédentaire. Les revenus de l'Etat proviennent essentiellement des bénéfices que ses entreprises lui rapportent en augmentant la production et en ne faisant pas de gaspillage (3). La monnaie nationale n'est pas soutenue par des réserves d'or ou des devises, mais par des stocks abondants contrôlés par l'Etat. Le papier-monnaie est émis pour répondre aux besoins du développement de l'économie et de la circulation des marchandises: on n'a pas recours à la planche à billets! Dans les pays capitalistes au contraire, pour s'assurer des marchés, les capitalistes la font fonctionner à tel point que la monnaie perd de sa valeur, et qu'elle n'est plus convertible en or, si bien qu'en fin de compte, la masse des billets ne correspond plus à aucune garantie, et que périodiquement, les gouvernements sont contraints à la dévaluer. Les dévaluations entraînent, pour les masses de nouvelles hausses.

UN COMMERCE EXTERIEUR EQUILIBRE

Dans la Chine d'aujourd'hui, presque toutes les marchandises sont entièrement chinoises, et le marché intérieur est très large. Le peuple chinois compte essentiellement sur lui-même. Mais les échanges avec d'autres pays se développent, selon les principes d'égalité, d'avantages réciproques, et d'échanges en fonction des besoins de chacun. Les prix des marchandises du commerce extérieur sont strictement surveillés: ceux des marchandises importées sont fixés, d'après ceux des marchandises nationales correspondantes, celles qu'on exporte sont achetées par l'Etat

CHILI UNE SEULE SOLUTION, LA GUERRE POPULAIRE



Miguel ENRIQUEZ, assassiné par la junte fasciste

La junte fasciste de Pinochet a assassiné Miguel ENRIQUEZ, secrétaire général du M.I.R. chilien (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). C'est le cinq octobre, dans le quartier populaire de San Miguel, à Santiago de Chili, que Miguel ENRIQUEZ est mort, le fusil à la main, après avoir combattu la troupe fasciste, avec ses compagnons, durant plus de deux heures. « Le fusil que Miguel a lâché, un autre dirigeant l'a déjà empoigné » a déclaré son frère, Eduardo ENRIQUEZ, « le combat ne cessera que le jour où nous aurons pendu PINOCHET haut et court sur la place d'armes de SANTIAGO »

Empoigner le fusil pour libérer le pays du joug fasciste et de la domination de l'impérialisme américain, c'est l'idée qui se propage aujourd'hui parmi le peuple chilien, un an après le coup d'état fasciste. Car c'est un lourd tribut fait de sang et de misère que les réformistes de l'« Unité Populaire » chilienne, parti révisionniste en tête, ont fait payer aux masses chiliennes, en défendant la voie pacifique, la voie du bulletin de vote face à l'oligarchie financière et aux grands propriétaires fonciers, liés et appuyés par l'impérialisme américain.

Voici un an, à la veille du coup d'état du 1er septembre, les dirigeants de l'« Unité Populaire » interdisaient tout armement du peuple, ils engageaient l'armée et la police à saisir les armes des paysans et des ouvriers qui en avaient récupéré. Dans les « cordons » industriels, notamment, la répression était vive contre ceux qui s'armaient.

A la veille du coup d'état, comme les années précédentes, les dirigeants de l'« Unité Populaire » allaient prêchant le respect de la légalité bourgeoise. Et pendant ce temps, les fascistes fourbissaient leurs armes. Pendant ce temps, les impérialistes américains ne ménageaient pas leurs efforts pour préserver leurs intérêts au Chili: les déclarations de William COLBY, patron de la CIA, révélées en septembre dernier, ont confirmé officiellement que, de 70 à 73, en 3 ans seulement, plus de 8 millions de dollars avaient été employés par la seule CIA pour combattre ALLENDE, tout ça sous le haut patronage de KISSINGER, chargé de superviser les opérations.

Un an après le coup d'état, le soi-disant parti « communiste » chilien, toujours fidèle à lui-même, s'indigne encore du fait qu'il puisse y avoir des travailleurs luttant au Chili, les ames à la main. Le 10 septembre, il dénonçait cette idée en déclarant: « cela est faux,

Non seulement les travailleurs, mais le peuple du Chili tout entier, construisent le large front antifasciste, et les seuls qui, aujourd'hui ont les armes, ce sont ceux qui ont usurpé le pouvoir et qui assassinent le peuple. » Que les travailleurs prennent les armes, voilà qui est inadmissible et impensable, voilà qui est même contraire à la « lutte contre le fascisme », selon les révisionnistes.

De telles illusions aux conséquences criminelles sont de plus en plus rejetées par le peuple chilien. Il y a un an, le MIR, tout en organisant l'auto-défense des masses dans les cordons industriels, apportait son soutien à l'« Unité Populaire », aujourd'hui, il affirme plus nettement la nécessité de la guerre populaire. Dans le dernier interview qu'il donnait en août, dans la clandestinité, Miguel ENRIQUEZ, condamnant les cadres de l'« Union Populaire » qui se sont réfugiés dans les ambassades ou à l'étranger: « les défaitistes », « les idéologues de la désertion », affirmait la nécessité de « poser la base pour créer une véritable armée révolutionnaire du peuple... De cette façon, la classe ouvrière et le peuple se plongeront dans la réalité d'une guerre populaire prolongée... »

Il y a quelques semaines, c'était Madame ALLENDE, la veuve du président assassiné, qui déclarait: « le

manifestation à Paris



bulletin de vote ne suffit pas pour parvenir au socialisme. Il faut aussi disposer d'une armée au service du peuple. Le coup d'état nous a montré, qu'en Amérique Latine tout au moins, il est illusoire de miser sur la voie constitutionnelle et pluraliste. »

Cette prise de conscience, y compris parmi certains dirigeants de l'« Unité Populaire » chilienne, cette préparation du peuple chilien à mener la guerre populaire contre l'impérialisme, les révisionnistes français feignent de l'ignorer. Ils tiraient argument de l'élection d'ALLENDE pour affirmer: « vous voyez bien, le passage au socialisme est possible avec le bulletin de vote. Pourquoi pas en France ? Aujourd'hui, un an après l'assassinat d'ALLENDE, un an marqué par la terreur fasciste, avec 30.000 assassinats et morts sous la torture, et autant d'emprisonnés, les révisionnistes prétendent, en guise de leçon, qu'il faut une majorité électorale plus forte pour la « gauche » et l'on voit poindre ici l'appel aux barons du gaullisme pour renforcer la prétendue « Union Populaire » de France.

Il faut dénoncer ces falsifications révisionnistes, dans notre travail de soutien au peuple chilien. En France, aujourd'hui, la lutte du peuple chilien rencontre toujours un large écho. En participant au meeting de jeudi dernier, organisé par le MIR à la Mutualité, et aussi à la manifestation de samedi, des milliers de jeunes ont tenu à crier leur haine de l'impérialisme et leur soutien à la voie de la lutte populaire armée.

Actuellement, les trotskistes, sous couvert de s'en tenir à la dénonciation de l'impérialisme américain et de la junte fasciste, jettent la confusion sur la nécessité de la guerre populaire au Chili, et ils se refusent à mettre en cause clairement la responsabilité des révisionnistes chiliens et de leurs théories contre-révolutionnaires, dans le succès provisoire du coup d'état fasciste.

Engageons une vaste campagne de soutien au peuple chilien contre l'impérialisme américain. Dénonçons les révisionnistes et les réformistes, au Chili comme en France, qui, en prêchant le respect de la légalité bourgeoise, se font les défenseurs du système impérialiste. En France aussi, notre révolution socialiste sera nécessairement violente. Popularisons les succès de la guerre du peuple en Guinée-Bissau, en Indochine, au Moyen-Orient, qui montrent à tous les peuples la voie de la révolution armée pour se libérer de l'exploitation et de l'oppression.

La guerre révolutionnaire du peuple chilien vengera Miguel ENRIQUEZ et toutes les victimes du fascisme et de l'impérialisme.

J.P. GAY

INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DU PAIGC EN EUROPE

la victoire de la Guinée-Bissau: un exemple pour tous les peuples en lutte

La chute du régime fasciste au Portugal a été facilitée par la magnifique victoire du peuple de GUINEE-BISSAU, organisé par le PAIGC. Les peuples des pays capitalistes, en particulier des métropoles impérialistes et les peuples des pays dominés, mènent une lutte commune contre un ennemi commun: l'impérialisme. Comme le montre la solidarité de combat des peuples de Guinée, du Cap-Vert et du peuple portugais. Un responsable du PAIGC en Europe répond ici à nos questions.

Quelle était la situation en Guinée Bissau au moment du 25 avril ?

A la veille du 25 avril, notre victoire était totale. Après l'assassinat de AMILCAR CABRAL en janvier 1973, nous avons organisé de vastes opérations qui ont montré que nous pouvions écraser militairement l'armée coloniale. La prise de la base de GULEDEJE, au Nord du pays a joué un rôle important, aussi bien à cause de son intérêt stratégique que de la démoralisation accrue des troupes portugaises qui en a découlé. Ils ont perdu et ont dû évacuer d'autres camps. Avant, on disait que les guérilleros commandaient dans la brousse et que les Portugais étaient dans les nuages. Mais, quand nous avons pu disposer de fusées terre-air et, comme nous avons organisé toute une défense anti-aérienne, nous avons pu abattre de nombreux avions, dont celui du commandant en chef de l'armée de l'air portugaise, qui fut tué, en mai 73. A partir de ce moment, des officiers ont refusé d'aller en mission. Notre victoire militaire a joué un rôle décisif, tant sur l'orientation de Spínola que surtout au sein des cadres moyens et des troupes de l'armée portugaise. Je crois que la lutte des peuples de Guinée Bissau, Angola et Mozambique a joué un rôle décisif dans les événements qui se sont produits le 25 avril.

Quel était le rapport des forces au niveau politique ?

Nous avons mené une lutte armée, qui était une guerre populaire. Elle reposait sur la mobilisation de la population. Cette mobilisation, partait des faits concrets, de la situation des masses. Nous montrions comment le Parti était capable, tout en menant la lutte armée, de créer une société nouvelle, où les masses ne subissaient plus l'oppression coloniale. Ainsi pour

les besoins de la lutte armée, mais aussi parce que c'était le sens profond de notre lutte, nous avons développé tout un réseau sanitaire, tout un réseau commercial. Nous avons entrepris l'instruction du peuple qui avait subi le poids de l'ignorance sous le colonialisme.

Dans le même temps, nous avons développé toutes les activités traditionnelles du peuple, danses folkloriques, sketches, etc, mais elles ont pris un contenu nouveau: la lutte contre le colonialisme et pour l'indépendance.

Mais avant tout les masses se sont organisées autour du PAIGC pour jeter les bases de l'indépendance. Par exemple, les Portugais avaient développé le monopole de l'arachide au contraire, dans les zones libérées, les cultures vivrières se sont étendues et diversifiées. Nous voulons l'indépendance économique, pour prévenir toute tentative néo-coloniale. Les instruments les plus précieux pour poursuivre la lutte pour l'indépendance sont le Parti, profondément enraciné dans les masses et l'Etat de Guinée Bissau, issu des masses, produit de la lutte pour l'indépendance. Le caractère populaire de notre état inspire toutes nos institutions. Ainsi l'organe supérieur de l'Etat est l'Assemblée Nationale Populaire élue au suffrage universel. Les 120 députés ainsi désignés, élisent le président du Conseil d'Etat; le Chef de l'Etat est également député.

Grâce à ces armes, le Parti et l'Etat que nous avons forgés systématiquement, nous avons chassé les Portugais de Guinée Bissau. Nous allons détruire l'Etat colonial aux îles du Cap-Vert de la même façon. Grâce à eux nous briserons toutes les tentatives néo-coloniales.

Cependant, depuis le 25 avril, les colonialistes portugais ont multiplié les manœuvres pour garder leurs colonies. C'est le Comité Exécutif de la Lutte du PAIGC qui a proposé des négociations et défini les termes des négociations, c'est à dire la reconnaissance de l'Etat indépendant de Guinée Bissau, et la reconnaissance du droit à l'auto-détermination et à l'indépendance des îles du Cap-Vert, ainsi que la reconnaissance du droit à l'indépendance de tous les peuples des colonies portugaises. La reconnaissance de l'Etat de Guinée Bissau était la reconnaissance d'un fait

accompli. La reconnaissance du droit à l'indépendance des îles du Cap-Vert était un but de la lutte du Parti depuis sa création, sans lequel on ne pouvait déposer les armes. Le caractère spécifique de la lutte au Cap-Vert ne permettait pas de proclamer un état du Cap-Vert, puisque l'appareil colonial n'était pas détruit.

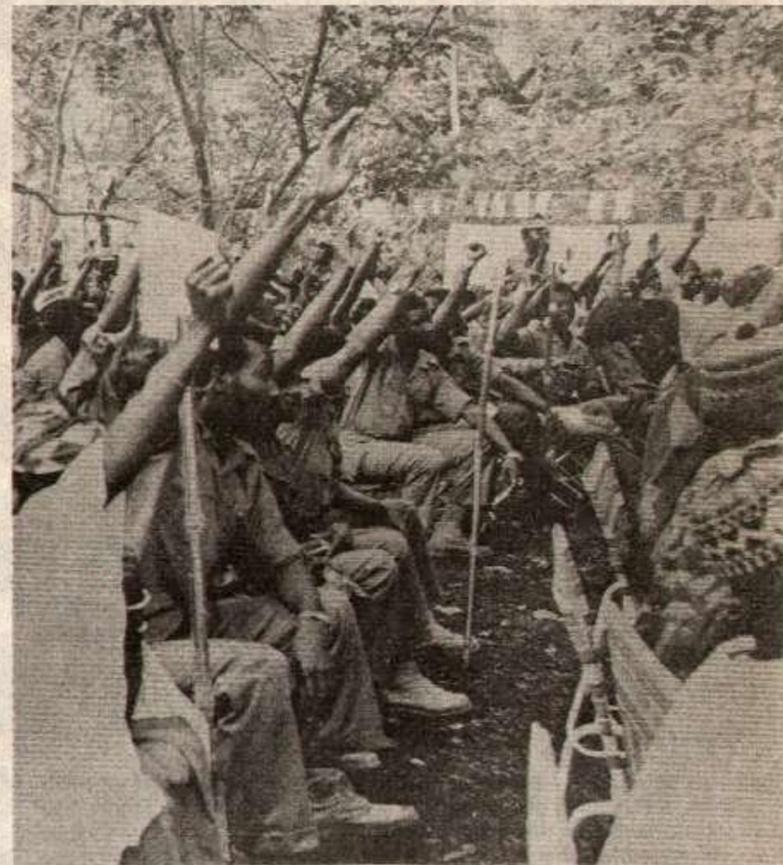
Nous avons toujours affirmé et AMILCAR CABRAL l'a répété maintes fois: le but de notre lutte, était d'obliger les colonialistes portugais à reconnaître notre droit à l'indépendance, et que nous étions prêts à négocier, y compris si le gouvernement de Caetano l'avait accepté.

Les premières conversations à Londres et Alger, en juin 1974, ont été interrompues car le gouvernement portugais envisageait de mettre fin à la guerre, mais pas de donner satisfaction complète aux exigences du PAIGC définie par la déclaration du Comité Exécutif de la Lutte du 6 Mai. A ce moment, le rapport de forces au Portugal était tel qu'un processus de décolonisation pouvait être entamé. La fermeté du PAIGC, qui s'en tenait à ce pourquoi il avait lutté les armes à la main, l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert et l'unité du peuple de Guinée et des îles du Cap-Vert, a joué un rôle décisif dans ce rapport de forces. Si les Portugais voulaient mettre fin à la guerre de Guinée, ils devaient aussi reconnaître le droit à l'indépendance des îles du Cap-Vert. Séparer les 2 problèmes, c'était poursuivre la guerre car nous étions déterminés à poursuivre la lutte armée, comme nous sommes prêts à reprendre les armes pour faire respecter l'accord d'Alger du 26 août. La fermeté de notre Parti a joué un rôle important dans la première crise du gouvernement qui s'est soldée par la démission de PALMA CARLOS.

Les accords d'Alger qui ont été signés le 26 août, après le remaniement du gouvernement portugais reprennent les points stipulés par le Comité Exécutif de la Lutte, le 6 mai.

L'essentiel des manœuvres des colonialistes portugais visent à séparer Guinée et Cap Vert. Comment le P.A.I.G.C. y fait-il face ?

Toute une campagne est orchestrée pour justifier les plans des colonialistes portugais, campagne qui est soutenue par la plus grosse partie de la presse



le peuple de Guinée-Bissau reste mobilisé contre l'impérialisme et le néo-colonialisme

française: elle vise à séparer la question des îles du Cap-Vert et celle de la Guinée Bissau.

De leur côté, les colonialistes portugais ont violemment réprimé le peuple du Cap-Vert, quand il manifestait pour réclamer son indépendance, sous les bannières et les mots d'ordre du P.A.I.G.C. Et ceci après le 25 avril. Il y a eu 2 morts et plusieurs blessés. Et aussi depuis la signature des Accords, puisque j'ai appris aujourd'hui que de nouvelles provocations de l'armée d'occupation portugaise avaient provoqué de nouveaux incidents.

Le P.A.I.G.C. a toujours développé son activité dans les îles du Cap-Vert et son travail a rencontré un large écho dans les masses populaires. De nombreuses manifestations ont eu lieu aux îles, que les Portugais ont violemment réprimés. Par exemple, en 1969, les ouvriers qui travaillaient à la construction de la route de Garça ont manifesté pour protester contre leurs conditions de travail. L'armée, la marine et l'aviation se sont acharnés contre eux. Il y a eu de nombreuses arrestations. En mai 1973, 15 jeunes ont été arrêtés et incarcérés dans le camp de concentration de Saint Nicolas en Angola. D'autres arrestations, nombreuses, ont eu lieu en novembre. On pouvait également constater combien Radio Libération, la radio du P.A.I.G.C., était écoutée dans les îles, par tout le monde. Toutes les manifestations qui ont eu lieu depuis le 25 avril montrent que le peuple des îles du Cap-Vert suit les mots d'ordre du P.A.I.G.C. Pour empêcher l'accession à l'indépendance du peuple des îles du Cap-Vert, depuis le 25 avril, les colonialistes ont tenté d'organiser les forces réactionnaires réduites pour appuyer leurs manœuvres, mais elles n'ont aucun écho dans la population. Par contre, les masses s'organisent autour du P.A.I.G.C. Des Comités de Quartier ont été élus par la population, entérinés par le Parti. On envisage aujourd'hui de créer des organisations de masse, d'où puissent sortir les députés qui feront partie de l'Assemblée Nationale Populaire. Pour organiser tout le travail politique nécessaire à la préparation de l'indépendance totale des îles du Cap-Vert, le P.A.I.G.C. a détaché de nombreux cadres politiques, ayant de

hautes responsabilités, mais n'ayant aucune responsabilité dans l'Etat de Guinée Bissau, tels que Silvino DA LUZ, Osvaldo LOPEZ DA SILVA, membres du Comité Supérieur de la Lutte, Corsino TOLENTINO et d'autres.

comment se réalisera cette indépendance ?

Le P.A.I.G.C. a toujours reconnu le caractère spécifique de la lutte dans les îles du Cap-Vert, par rapport à la Guinée. On ne peut proclamer aujourd'hui un Etat aux îles du Cap-Vert, car la lutte s'est développée de manière différente dans les îles et en Guinée.

Tout l'effort du Parti est aujourd'hui de bâtir cet Etat. Il était important pour nous que le Portugal reconnaisse le droit à l'auto-détermination et à l'indépendance, mais pour qu'il ait l'indépendance, il faut que le peuple crée ses organes de pouvoir d'Etat. C'est parce que tout le travail du P.A.I.G.C., parce que les aspirations du peuple des îles conduisent à la destruction complète de l'appareil d'Etat colonialiste, que les colonialistes s'acharnent depuis le 25 avril à empêcher que ne se réalise l'indépendance des îles du Cap-Vert.

Pour nous, cette indépendance doit se réaliser par l'élection d'une Assemblée Nationale Populaire, comme nous l'avons fait en Guinée, qui proclamera l'Etat indépendant.

Les formes sous lesquelles se fera l'unité entre ce futur Etat et l'Etat de Guinée Bissau ne sont pas encore définies, car c'est l'Assemblée Nationale Populaire qui pourra en débattre avec l'Etat de Guinée Bissau.

Quelle place occupe la lutte du peuple de Guinée-Bissau dans la lutte révolutionnaire des peuples du monde ?

Je peux rappeler un message de CABRAL aux démocrates portugais qui disait que la meilleure façon de soutenir la lutte en Guinée était de faire la Révolution au Portugal. Ça s'applique toujours pour nous. Du fait que nous avons lutté et lutterons contre l'impérialisme et la pénétration néo-coloniale, notre exemple et notre effort seront un stimulant pour toutes les forces qui luttent dans le même sens, en Afrique ou ailleurs.

VERS LA FIN DU MYTHE SIONISTE: DES MILLIERS DE JUIFS QUITTENT ISRAËL

En un mois, plus de 700 juifs soviétiques émigrés de l'Etat d'Israël sont arrivés en Belgique. Ils sont des milliers à quitter ainsi l'Etat sioniste. De plus, une proportion croissante de ceux qui quittent l'URSS officiellement pour rejoindre l'Etat sioniste, s'arrêtent en chemin et renoncent à y aller.

Ce mouvement a pris de l'ampleur surtout depuis la guerre d'Octobre. La fin du mythe d'Israël invincible, la crise politique et morale de l'entité sioniste engendrée par les coups des armées arabes et surtout la poursuite de l'action menée au cœur d'Israël par la Résistance Palestinienne amènent de nombreux juifs à mettre en doute l'idéal proposé aux juifs par les dirigeants sionistes: la vie dans un Etat fasciste et raciste, instrument de l'impérialisme. C'est la mise en cause de cette mystification de la propagande sioniste selon laquelle les juifs seraient un peuple et «Israël» leur patrie, mensonge utilisant la religion juive pour renforcer les positions impérialistes au Moyen-Orient.

Le fait que des milliers de juifs abandonnent l'Etat sioniste est une preuve de la fragilité de cet Etat et de son affaiblissement. C'est un succès pour la juste lutte de libération des peuples arabes.

Le départ des juifs soviétiques d'Israël, c'est un coup porté à l'action conjuguée des deux superpuissances impérialistes: Union Soviétique et Etats Unis contre les peuples arabes. L'antisémitisme renaissant en URSS depuis

le retour au capitalisme pousse les juifs à s'expatrier. Profitant de cela, le gouvernement soviétique, à la demande des dirigeants américains, a organisé le départ des juifs vers l'Etat d'Israël, notamment ingénieurs et techniciens, moyennant d'importantes sommes d'argent versées par les autorités sionistes à l'URSS. Cette aide ouverte du social-impérialisme à l'Etat d'Israël est ainsi mise en échec par les juifs soviétiques eux-mêmes.

Les juifs soviétiques qui émigrent d'Israël se voient interdire aujourd'hui non seulement toute possibilité de retour en Union Soviétique: le gouvernement de Brejnev s'y refuse, mais également la possibilité de s'installer dans de nombreux pays. En effet, conformément à la volonté du gouvernement américain et des autorités d'Israël, l'Allemagne Fédérale, la France, la Suisse, l'Italie ont successivement fermé leurs frontières aux juifs soviétiques en provenance d'Israël. La Belgique vient également de fermer ses frontières, la compagnie belge Sabena aurait ordre de ne plus prendre de juifs émigrants au départ d'Israël. Tout ceci met en pleine lumière cette vérité: les juifs n'intéressent les impérialistes qu'autant qu'ils entrent dans leurs plans de domination du Moyen-Orient. Ils sont prêts à les réprimer dès lors qu'ils n'y entrent plus de la même façon que tous ceux qui dans le monde, s'opposent aux intérêts impérialistes.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom

Prénom

Adresse

Profession

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18